

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3056

3 décembre 2013

SOMMAIRE

BNLFOOD International Limited	146642	Luxcore S.A.	146649
CAE Luxembourg Acquisition	146650	Lux Design Europe	146645
CitCor Franconia Privatisierung S.à r.l.	146650	Lux Design Europe	146646
Colyzeo II Investment S.à r.l.	146650	Lux Design Europe	146646
Dory 1 S.à r.l.	146651	Lux-Négoce S.à r.l.	146646
Dory 2 S.à r.l.	146650	Luxoil PJS GmbH & Co KG	146649
Dory 3 S.à r.l.	146651	Luxsemme S.A.	146648
Espoir pour les Enfants d'Haïti	146642	Luxzelte S.à r.l.	146648
Event Management S.A.	146650	Lynasoft Development	146647
Finance Trainer Luxembourg GmbH ...	146642	Magliaso Capital S.à r.l.	146647
Fingerhut Investment Company AG ...	146686	M and M Holdings Sàrl	146647
Global Performance 17 S.A.	146674	Mars Management S.A.	146673
Itaca Holdco S.à r.l.	146649	Mars Propco 13 S.à r.l.	146647
Karl Streibel Tools S.A.	146643	Mars Propco 19 S.à r.l.	146648
Kasai S.A.	146643	Mars Propco 38 S.à r.l.	146649
King Charles A.G.	146643	Matterhorn Capital DC Chesham S.à r.l.	146648
Kursana Residenzen S.A.	146643	Meccarillos International	146688
Landscape Internet Active Server Europe S.à r.l.	146644	Melange S.à r.l.	146649
Langham Hall Luxembourg S.à r.l.	146687	mensching plus S.à r.l.	146648
Langham Hall Luxembourg S.à r.l.	146688	MGM 1 S.à r.l.	146651
L.B.B. Sàrl	146644	MTL S.A.	146651
L.B.C. S.A.	146645	MÜLLERS.lu, S.à r.l.	146652
LEHMAN BROTHERS (Luxembourg) Equity Finance S.A.	146645	NGS Partners	146652
Lehman Brothers (Luxembourg) S.A. ...	146647	Nightsky S.à r.l.	146652
Lela Coiffure s.à r.l.	146644	Ogepar S.A.	146652
LEXIN ER (LUX) IV S.A.	146644	Opportunity Fund III Hochheim Property S.à r.l.	146652
LGT Fund Management (Lux) S.A.	146644	Opportunity Fund III (Luxembourg) S.à r.l.	146651
Libra Project Parent S.à r.l.	146643	Optimal Security S.à r.l.	146673
Linamar Financial Sàrl	146642	Piperno International S.A.	146688
Louma S.A.	146645	Prolux Immobilière S.A.	146688
Lubami Private S.A. SPF	146646	Sportlobster S.A.	146653
LUX BV S.A.	146646	Voyages Goedert S.à r.l.	146685
LUX BV S.A.	146645		

BNLFOOD International Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-9559 Wiltz, Zone Industrielle Salzbaach.

R.C.S. Luxembourg B 113.622.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013136650/9.

(130166334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Espoir pour les Enfants d'Haïti, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4709 Pétange, 8, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg F 8.128.

Par la présente, nous déclarons que lors de la réunion du conseil d'administration du 18 Août 2013, nous avons pris la décision de modifier notre siège social.

Désormais notre siège social est sis au 8, rue Adolphe L-4709 Pétange.

En conséquence l'article 1 de nos status se voit modifié comme suit:

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination "Espoir pour les enfants d'Haïti", en abrégé "EEH. asbl". Elle a son siège social à "8, rue Adolphe L-4709 Pétange"

Eliana Cavuoto / Robert Dépestre / Francine Neumann.

Référence de publication: 2013138865/14.

(130168527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Finance Trainer Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6940 Niederanven, 205, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 80.139.

EXTRAIT

Changement d'adresse de Monsieur Enthofer Hannes, gérant de la société Finance Trainer Luxembourg GmbH

Changement d'adresse avec effet immédiat au 3, rue des Chênes L-8072 Bertrange

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/10/2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013142780/14.

(130174517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Linamar Financial Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.502.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 18 octobre 2013 que:

1. La démission de Madame Agnes CSORGO, gérant de catégorie B de la Société à été acceptée avec effet au 18 octobre 2013; et

2. Monsieur Livio GAMBARDILLA, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, résidant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommé gérant de catégorie B de la Société avec effet au 18 octobre 2013 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013152805/17.

(130186608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Karl Streibel Tools S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4710 Pétange, 38, rue d'Athus.

R.C.S. Luxembourg B 84.098.

Les Comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152784/9.

(130187576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Kasai S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 136.495.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-8008 Strassen, le 31 octobre 2013.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013152785/11.

(130186545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

King Charles A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 145.575.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152789/9.

(130187585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Kursana Residenzen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 1A, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 37.458.

Die Bilanz , die einnahmen und die Verluste bis 16. September 2013 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 4. October 2013.

Für den Verwaltungsrat

Durch Mandat

Mr. Nicolas SCHAEFFER

Référence de publication: 2013152794/14.

(130187460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Libra Project Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 139.702.

Rectificatif du dépôt N° L 130036476

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013152820/11.

(130187294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

LGT Fund Management (Lux) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 159.463.

Auszug aus den Beschlüssen des Verwaltungsrates der Gesellschaft vom 21. Oktober 2013

Am 21. Oktober 2013 hat der Verwaltungsrat der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

- Annahme des Rücktritts von Herrn Christoph Glatzel von seinem Mandat als täglicher Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 31. Oktober 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21. Oktober 2013.

LGT Fund Management (Lux) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2013152819/15.

(130187235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

LEXIN ER (LUX) IV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 153.270.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Référence de publication: 2013152818/10.

(130186627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Lela Coiffure s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 2, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 156.590.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2013152817/10.

(130186855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Landscape Internet Active Server Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6973 Rameldange, 10, Am Beiebiérg.

R.C.S. Luxembourg B 87.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152800/9.

(130187490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

L.B.B. Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 136, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 155.942.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013152795/10.

(130186937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

L.B.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 152.478.

Par la présente, je vous prie de bien vouloir prendre note de ma décision de démissionner de mes fonctions d'Administrateur de votre société à partir du 1^{er} janvier 2013.

Luxembourg, le 31 mai 2013.

Sven Janssens.

Référence de publication: 2013152796/10.

(130187523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Lux Design Europe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, rue d'Hobscheid.
R.C.S. Luxembourg B 132.844.

Les Comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152830/9.

(130187020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

LUX BV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 20, rue des Scillas.
R.C.S. Luxembourg B 151.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUX BV S.A.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013152829/11.

(130187532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Louma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 142.855.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013152826/10.

(130186726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

LEHMAN BROTHERS (Luxembourg) Equity Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 101.448.

Il résulte d'une décision des curateurs prise en date du 17 octobre 2013, que le siège social de la société a été transféré vers:

29, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

et ce à compter du 1^{er} novembre 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Me J. DELVAUX / Me L. FISCH

Référence de publication: 2013152815/14.

(130187139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Lux Design Europe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, rue d'Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 132.844.

Les Comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152831/9.

(130187021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

LUX BV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 20, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 151.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUX BV S.A.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013152828/11.

(130187483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Lubami Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 162.508.

Les comptes annuels au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.10.13.

Pour: LUBAMI PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013152827/15.

(130186464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Lux Design Europe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, rue d'Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 132.844.

Les Comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152832/9.

(130187516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Lux-Négoce S.à r.l, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5838 Fentange, 23, An Duelem.

R.C.S. Luxembourg B 146.538.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2013152833/10.

(130186856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Mars Propco 13 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 122.304.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152846/9.

(130187389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Magliaso Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 154.018.

Les comptes annuels au 28 février 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013152844/10.

(130186902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

M and M Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 42.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 134.413.

Les comptes consolidés pour la période du 27 février 2012 au 24 février 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013152841/11.

(130186577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Lynasoft Development, Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 173.719.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67560 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152840/10.

(130186596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Lehman Brothers (Luxembourg) S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 39.564.

Il résulte d'une décision des liquidateurs prise en date du 17 octobre 2013, que le siège social de la société a été transféré vers:

29, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

et ce à compter du 1^{er} novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Me J. DELVAUX / Me L. FISCH

Référence de publication: 2013152816/14.

(130187140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Mars Propco 19 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 122.311.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152847/9.

(130187387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Luxzelte S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6940 Niederanven, 162, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 153.024.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2013152838/13.

(130186668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Luxsemme S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 101.826.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-8008 Strassen, le 31 octobre 2013.

Conseil d'administration

Référence de publication: 2013152837/11.

(130186827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Matterhorn Capital DC Chesham S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 151.227.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 19 juillet 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013152852/11.

(130186956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

mensing plus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 148.367.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152853/10.

(130186919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Mars Propco 38 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 122.334.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152849/9.

(130187388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Luxoil PJS GmbH & Co KG, Société en Commandite simple.

Siège social: L-6686 Merttert, 61, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 90.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013152836/10.

(130186973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Luxcore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8386 Koerich, 5, Chemin de la Fontaine.

R.C.S. Luxembourg B 53.256.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013152834/10.

(130187138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Melange S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5832 Fentange, 26A, op der Hobuch.

R.C.S. Luxembourg B 146.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152879/9.

(130187249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Itaca Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 5.660.202,50.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 163.959.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31.10.2013.

Pour: ITACA HOLDCO S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Christine Racot

Référence de publication: 2013152757/16.

(130186781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Colyzeo II Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 135.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013152470/10.

(130187496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

CAE Luxembourg Acquisition, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.737.126,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 168.574.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013152474/10.

(130186614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

CitCor Franconia Privatisierung S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 130.145.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152463/10.

(130187161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

E.M. S.A., Event Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8055 Bertrange, 166, route de Dippach.

R.C.S. Luxembourg B 70.369.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 octobre 2013.

Christine DOERNER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013152276/12.

(130186140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Dory 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 110.297.

*Rectificatif des comptes annuels révisés au 31 décembre 2008 et déposés au registre de commerce et des sociétés le 11 juin 2010
sous la référence L100082582*

Les comptes annuels révisés au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152558/12.

(130186463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Dory 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 110.298.

Rectificatif des comptes annuels révisés au 31 décembre 2010 et déposés au registre de commerce et des sociétés le 14 décembre 2011 sous la référence L110198809

Les comptes annuels révisés au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152566/12.

(130186490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Dory 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 110.296.

Les comptes annuels révisés au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152556/10.

(130186458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Opportunity Fund III (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 116.180.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152916/9.

(130186558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

MGM 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 117.549.

Extrait des résolutions prises par le gérant unique de la Société en date du 4 Novembre 2013

Le Gérant Unique de la Société a décidé en date du 4 Novembre 2013 de transférer le siège social de la Société du 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 1^{er} Novembre 2013. Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Référence de publication: 2013152886/12.

(130187513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

MTL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8059 Bertrange, 3, Grevelsbarrière.
R.C.S. Luxembourg B 88.503.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013152897/11.

(130186739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Opportunity Fund III Hochheim Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 116.885.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152917/9.

(130186559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

NGS Partners, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 158.440.

Depuis les actes notariés des 29/06/2012 et 12/10/2012 (apports en nature de parts sociales), la société ne compte désormais plus qu'un seul associé en la personne de:

ZENOA HOLDING SàRL

76, rue de l'Acierie

L-1112 Luxembourg

(RCS B 169856)

Référence de publication: 2013152908/13.

(130186407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Nightsky S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 32.017.713,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 170.565.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Référence de publication: 2013152904/11.

(130187260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

MÜLLERS.lu, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 137.064.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013152902/10.

(130187045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Ogepar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 23.628.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OGEPAR S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013152932/11.

(130186401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Sportlobster S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 180.984.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the second day of September.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

1. Mr Gary SHEPHERD, with address at Dubai (United Arab Emirates), Apartment 1308, Marina residence block C, Palm Jumeriah,

2. Mr Arron Gareth SHEPHERD, with address at London SW62FS (United Kingdom), Chelsea Creek, Doulton House, Flat 24,

3. Mr Andrew David MEIKLE, with address at London SW6 7NJ (United Kingdom), Chaldon Road, 2,

4. WYCHWOOD Capital PARTNERS S.à.r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at L-2340 Luxembourg, 21, rue Philippe II, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170724, and having a share capital of EUR 1,852,956.00, ("WYCHWOOD")

5. LOBSTER MEDIA LTD, with registered office at E1 6DY London (United Kingdom), 36 Spital Square, 4th Floor, VAT identification number GB138080030,

here both duly represented by Mrs, Monika Kanczuga with professional address at L-2520 Luxembourg, 33, Allée Scheffer,

by virtue of 5 proxies under private seal, which proxies, signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities

Such appearing parties, acting through there mandatory, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a limited liability company ("Société Anonyme"), which they declare to establish as follows:

Title I - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following words shall, where relevant to the context, have the following meanings:

- a) "Articles" means: the articles of incorporation of the Company;
- b) "Board of Directors" means: the board of directors of the Company;
- c) "Business Days" means: days on which banks in Luxembourg are open for business;
- d) "Class A Director" means: a director appointed out from the Class A Shareholders List;
- e) "Class A Share(s)" means: ordinary share(s) of the Company subscribed with a share premium of eight Euros and nine cents (EUR 8.09) per share and with the right to inscribed proposals of candidates to directorship on the Class A Shareholders List and the right to the Liquidation Preference as it is defined in Article 23 (3) of these Articles;
- f) "Class A Shareholders" means: the holders of Class A Shares;
- g) "Class A Shareholders List" means: a list of proposals of candidates to directorship made by Class A Shareholders;
- h) "Class B Director" means: a director appointed out from the Class B Shareholders List;
- i) "Class B Share (s)" means: ordinary share(s) of the Company with the right to inscribed proposals of candidates to directorship on the Class B Shareholders List;
- j) "Class B Shareholders" means: the holders of Class B Shares;
- k) "Class B Shareholders List" means: a list of proposals of candidates to directorship made by Class B Shareholders;
- l) "Class C Share (s)" means: ordinary share(s) of the Company subscribed with a share premium of two thousand, eight hundred and fourteen Euros and sixty nine cents (EUR 2,814.69) per share;
- m) "Class C Shareholders" means: the holders of Class C Shares;
- n) "Class D Share (s)" means: ordinary share(s) of the Company;
- o) "Class D Shareholders" means: the holders of Class D Shares
- p) "Company" means: SPORTLOBSTER S.A. established pursuant to these Articles;
- q) "Director" means: any director of the Company appointed in accordance with these Articles;
- r) "General Meeting of the Shareholders" means: any general meeting of the shareholders of the Company;
- s) "Law" means: The law on commercial companies of 10 August 1915, as amended;
- t) "Registered Office" means: The registered office of the Company, to which all notices, summonses and other acts of procedure must be served, and established pursuant to the provisions of Article 3;
- u) "Shareholders Agreement" means: the agreement between the shareholders of the Company;

v) Register of Shareholders" means: The Company's register listing all the registered shares and maintained pursuant to the provisions of Article 7 of the Articles;

w) "Share (s)" means: any share issued by the Company.

Title II - General

Art. 1. Status and name. There is hereby formed a limited liability Company ("Société Anonyme") under the denomination of "SPORTLOBSTER S.A.".

Art. 2. Duration.

(1) The Company is established for an indefinite duration as from the date of signature of the present deed.

(2) The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in accordance with Article 10 of the Articles and in the manner provided by Article 23 of the Articles.

Art. 3. Registered office.

(1) The Registered Office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(2) Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors and in accordance with the Law.

(3) In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred, or are imminent, which might impair the normal activities at the Registered Office or easy communication between such office and foreign countries, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall, however, have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer of the Registered Office, shall remain of Luxembourg nationality. Such declaration of the transfer of the Registered Office shall be made and brought to the attention of third parties by the representative of the Company which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. Object.

(1) The object of the Company is the holding of participations and participatory interests, in whatever form, in other companies either Luxembourg or foreign, and the control, management and development of such interests and the holding of patents, trademarks, domain names and intellectual property rights of any kind.

(2) In particular, the Company may acquire securities of any kind, and any rights ancillary thereto, whether by contribution, subscription, option, purchase or otherwise and may exploit them by sale, transfer, exchange, or otherwise. It may acquire, develop and manage patents, trademarks, domain names, intellectual property rights of any kind and any other rights relating directly or indirectly to these patents, trademarks, domain names, or intellectual property rights, or any license relating thereto.

(3) The Company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies. It may take any mortgage, pledge or other securities in order to secure these loans. It may proceed to the issuance of bonds or debentures.

(4) The Company may carry out any other commercial and financial activities of any kind and may realise any operations and provide any commercial, industrial or financial services, which are necessary or useful directly or indirectly to the accomplishment of its object. It may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its object.

Title III - Share capital

Art. 5. Share capital.

(1) The Company has a subscribed capital of fifty thousand Euros (EUR 50,000.-) divided into eight thousand and five hundred (8,500) Class A Shares, thirty-nine thousand three hundred and twenty-five (39,325) Class B Shares, one hundred (100) Class C Shares, and two thousand and seventy-five (2,075) Class D Shares, all with a par value of one Euro (EUR 1.-) per Share.

(2) In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the par value is transferred. Any share premium paid upon subscription of shares of a given Class shall always remain attached to the shares on which it has been paid and shall be reimbursed exclusively to the owner of such shares. The amount of the share premium account of a given Class may be used to provide for the payment of amounts owed to the holder of such share.

Art. 6. Changes in the Share capital.

(1) The subscribed capital may be further increased or reduced by a resolution of the General Meeting of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles and the requirements as to quorum and majority provided by Article 10 of the Articles.

(2) The Company may acquire or redeem its own Shares as permitted by the Law and these Articles.

Art. 7. Shares.

(1) The Shares may be issued only in registered form. The Company shall consider the person to whose name the Shares are registered in the register of the shareholders of the Company as the full owner of such Shares. Certificates

stating such inscription may be delivered to the shareholders. The Register of Shareholders shall be kept at the registered office of the Company and shall contain the name of each holder of registered shares, his address where the convening notices to the General Meeting of the Shareholders shall be sent, the number of Shares held by him and the amount paid up on each such Share. If the Register of Shareholders does not contain the address of a shareholder, the address of such shareholder will be deemed to be the address of the Registered Office.

(2) Registered share certificates may be issued, according to the owner's choice, as one share per unit or as certificates representing several shares.

(3) Transfer of Shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may accept and enter in the Register of Shareholders a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

(4) The Company recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the title of ownership to such Share is divided, split or disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such single attorney will cause a suspension of all rights attached to such Share(s).

(5) Third-Party Class B Shares Transfers

5.1. Right of First Offer

5.1.1.1. Any Class B Transferring Shareholder shall:

- (i) previously notify the other Shareholders of its intention to transfer Class B Shares, and
- (ii) offer the Class B Shares he intends to transfer (the "Class B Transfer Shares") to WYCHWOOD, including by proposing specific terms as to the price, guarantees, methods of payments, the payment terms and the other terms and conditions of such offer in writing (the "Class B Shares Transfer Offer") and negotiate in good faith with WYCHWOOD the acquisition by it of the Class B Transfer Shares (the "Right of First Offer").

5.1.2. Upon receipt and acknowledgement of the Class B Shares Transfer Offer, WYCHWOOD shall be free to require from the Board of Directors the appointment of a third party auditor remunerated by SPORTLOBSTER SA in order to establish the value of the Class B Transfer Shares (the "Reference Value").

WYCHWOOD may propose within twenty (20) Business Days upon receipt and acknowledgement of the Class B Shares Transfer Offer, to the Class B Transferring Shareholder, to purchase the Class B Transfer Shares at a price (the "Price") which is equal to the Reference Value, in which event, the Class B Transferring Shareholder shall transfer the Class B Transfer Shares to WYCHWOOD for the established Price.

5.1.3. If WYCHWOOD and the Class B Transferring Shareholder cannot reach an agreement on the sale and purchase of the Class B Transfer Shares or in case of inaction by WYCHWOOD for 20 (twenty) Business Days after receipt of the Class B Shares Transfer Offer by WYCHWOOD, the Class B Transferring Shareholder shall be free to offer the Class B Transfer Shares to any Third Party in a bona fide sale, being understood that WYCHWOOD may however exercise the Right of Last Refusal set forth below or the Tag Along Right set forth below.

5.2. Right of Last Refusal

In case of an intended Third-Party Transfer of Class B Shares by a Class B Transferring Shareholder, WYCHWOOD shall have a right of last refusal to acquire the Class B Transfer Shares from the Class B Transferring Shareholder (the "Right of Last Refusal").

The Right of Last Refusal shall be exercised in accordance with the Right of Last Refusal procedures set forth below.

Right of Last Refusal Procedures

Within 10 (ten) Business Days following receipt of an offer from a Third-Party Buyer subject to the Right of Last Refusal (the "Third-Party Offer") and at least 30 (thirty) Business Days prior to entering into the proposed Third-Party Transfer, the Class B Transferring Shareholder shall notify WYCHWOOD in writing of the Third-Party Offer, the identity of the Third-Party Buyer, the price for the Class B Transfer Shares, the payment terms and the other terms and conditions of such proposed Third-Party Transfer (the "Transfer Notice"), and provide WYCHWOOD with a copy of all the relevant contracts and/or other documents reflecting the arrangements regarding such proposed Third-Party Transfer, together with an unofficial translation into English thereof, if the same are not in English (the Transfer Notice and such other information, collectively, the "Purchase Information"). The Purchase Information shall, in particular, contain information as to the number and percentage of the Class B Transfer Shares subject to the Third-Party Offer and a description of the consideration to be received by the Class B Transferring Shareholder upon the Third-Party Transfer (the "Third-Party Transfer Consideration"). If the Third-Party Transfer Consideration is not expressed in cash, such Third-Party Transfer Consideration shall be valued in cash equal to the Fair Market Value of such Third-Party Transfer Consideration, as set forth by the Class B Transferring Shareholder in the Purchase Information and as further provided for below.

If the proposed Third-Party Transfer Consideration is in cash only, WYCHWOOD shall have 20 (twenty) Business Days after its receipt of the Purchase Information to notify the Class B Transferring Shareholder in writing whether it wishes to exercise its Right of Last Refusal and wishes to acquire the Class B Transfer Shares in whole.

WYCHWOOD may opt to acquire the Class B Transfer Shares in part only, in which case the outstanding proportion can be transferred to the Third-Party Buyer upon the terms set forth in the Purchase Information (but not upon any

terms more favourable to the Third-Party Buyer). Failure by WYCHWOOD to timely provide such notification shall constitute a waiver by WYCHWOOD of its Right of Last Refusal for the Third-Party Transfer as set forth in the Purchase Information (for the avoidance of doubt, any other Third-Party Transfer remains subject to the Right of Last Refusal and the other restrictions set forth in the Shareholders Agreement) to the extent (and only to such extent) the Class B Transferring Shareholder may execute the Third Party Transfer upon the terms set forth in the Purchase Information (but not upon any terms more favourable to the Third-Party Buyer).

If the proposed Third-Party Transfer involves non-cash Third-Party Transfer Consideration:

(i) WYCHWOOD shall have 20 (twenty) Business Days after its receipt of the Purchase Information to notify the Class B Transferring Shareholder in writing whether it challenges the Purchase Information valuation of the non-cash Third-Party Transfer Consideration. Failure by WYCHWOOD to timely provide such notification shall make the Third Party Transfer Consideration valuation as set forth in the Purchase Information binding between the Shareholders.

(ii) Within 20 (twenty) Business Days following the Class B Transferring Shareholder's receipt of the notification challenging the Purchase Information valuation of the Third-Party Transfer Consideration, WYCHWOOD and the Class B Transferring Shareholder shall jointly appoint an independent appraiser to determine the Fair Market Value of the non-cash Third-Party Transfer Consideration. If no joint appointment of an appraiser within the stated period of time is made, the appraiser shall be appointed by the competent presiding judge (magistrat président) of the chamber of the Luxembourg district court dealing with commercial matters (Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale) and situated in the district in which SPORTLOBSTER SA has its registered office at the request of the more diligent party. The appraiser shall issue a written opinion and shall give each party the opportunity to make comments to the draft opinion prior to issuing its final opinion.

The costs and expenses of the appraiser shall be borne by the Class B Transferring Shareholder and WYCHWOOD 50 / 50 each. The appraiser shall decide on the costs and expenses.. To the extent that the appraiser requests advance payments, the Class B Transferring Shareholder and WYCHWOOD are mutually obliged to bear such costs in equal parts.

(iii) Following the final determination of the Fair Market Value of the non-cash Third-Party Transfer Consideration, WYCHWOOD shall have 20 (twenty) Business Days as from the notification of the final determination of the Fair Market Value by the Class B Transferring Shareholder (the "Fair Market Value Final Determination Notification") to notify such Class B Transferring Shareholder in writing of its intent to exercise its right to acquire the Class B Transfer Shares quoted in the Purchase Information in whole or in part at the Fair Market Value so determined. WYCHWOOD may opt to acquire the Class B Transfer Shares in part only in which case the outstanding proportion can be transferred to the Third-Party Buyer upon the terms set forth in the Purchase Information (but not upon any terms more favourable to the Third-Party Buyer). Failure by WYCHWOOD to timely provide such notification shall constitute a waiver by WYCHWOOD of its Right of Last Refusal on the Third-Party Transfer as set forth in the Purchase Information (for the avoidance of doubt, any other Third-Party Transfer remains subject to the Right of Last Refusal and the other restrictions set forth in the Shareholders Agreement) to the extent (and only to such extent) the Class B Transferring Shareholder may execute the Third-Party Transfer upon the terms set forth in the Purchase Information (but not upon any terms more favourable to the Third-Party Buyer).

If WYCHWOOD notifies the Class B Transferring Shareholder that it exercises its Right of Last Refusal, WYCHWOOD or a Permitted Transferee as provide at Shareholders Agreement, shall acquire and accept the transfer of the Class B Transfer Shares specified in the Purchase Information, and the Class B Transferring Shareholder shall sell and transfer such Class B Transfer Shares, upon the terms and conditions set forth in the Purchase Information (except for any purchase price determined by the appraiser). Such Transfer shall be effected within 20 (twenty) Business Days after the notification by WYCHWOOD or a Permitted Transferee of its exercise of the Right of Last Refusal.

5.3. Tag-Along

Tag-Along Right of WYCHWOOD

If, and each time, a Class B Transferring Shareholder intends to transfer part or all of its Class B Shares to a Third-Party, WYCHWOOD shall have the right (the "Tag-Along Right") to require such Class B Transferring Shareholder to, and the Class B Transferring Shareholder shall in accordance herewith, cause the Third-Party Buyer to acquire part or all of the shareholding of WYCHWOOD in SPORTLOBSTER SA, (held directly or indirectly through or by any Permitted Transferees in the same proportion; the "Tag-Along Shares").

For the avoidance of doubt, WYCHWOOD may exercise either the Right of Last Refusal and/or the Tag-Along Right (where applicable).

The Tag-Along Right shall be exercised in accordance with the Tag-Along procedures set forth in Sub-clause 4.2.

5.4. Tag-Along Procedures

5.4.1. In the event a Class B Transferring Shareholder wishes to transfer all or part of its Class B Shares in SPORTLOBSTER SA, it shall notify WYCHWOOD of such offer (the Offer Notification).

5.4.2. Within thirty (30) Business Days from the receipt of the Offer Notification, WYCHWOOD shall notify the Class B Transferring Shareholder in writing (the "Tag-Along Election Period") whether or not it elects to exercise its Tag-Along Right if the Third-Party Transfer Consideration is cash only.

5.4.3. If the Third-Party Transfer Consideration is not cash only, the Tag-Along Election Period shall be interrupted and a new Tag-Along Election Period of 30 (thirty) Business Days shall start as from Fair Market Value Final Determination Notification to be obtained in compliance with the procedure described at the 5.2.3 (iii).

5.4.4. Failure by WYCHWOOD to timely provide the notification provided under Sub-clause 5.4.2 or Sub-clause 5.4.3 as the case may be shall constitute a waiver by WYCHWOOD of its Tag-Along Right.

5.4.5. Upon the notification by WYCHWOOD that it elects to exercise its Tag-Along Right, the Class B Transferring Shareholder shall cause the Third-Party Buyer to acquire and accept the transfer of the Tag-Along Shares at the same price, terms and conditions offered by the Third-Party Buyer to the Class B Transferring Shareholder, or any other price, term or condition mutually agreed upon among the Class B Transferring Shareholder, WYCHWOOD and the Third-Party Buyer.

5.4.6. If the Third-Party Buyer has not irrevocably offered to buy and acquire the Tag-Along Shares for case that the Tag-Along Right is exercised (offer to be provided by the Class B Transferring Shareholder in the Transfer Notice) the Third-Party Transfer shall be invalid and SPORTLOBSTER SA shall refuse to recognize the Third-Party Transfer as well as the Third-Party Buyer as a shareholder of SPORTLOBSTER SA.

5.5. Transfer Restrictions on Class D Shares

During the term of this Shareholders Agreement, none of the Class B Shareholders may enter into a Transfer of any interest in the Class D Shares (a "Class D Shares Transfer") now owned or hereafter subscribed by them (such a Class A Shareholder or Class B Shareholder entering into such a Transfer, a "Class D Transferring Shareholder") without the prior written approval of WYCHWOOD and all of the Class B Shareholders, unless such Class D Shares Transfer is made to some employees and/or consultants of SPORTLOBSTER SA or some of SPORTLOBSTER' subsidiaries (the "Class D Transferees").

Recognition and record of Transfers by SPORTLOBSTER

SPORTLOBSTER SA shall refuse to recognize any Transfer other than in accordance with these Articles of Incorporation and shall have no obligation to reflect on its records, in particular the shareholders' register, any change in record ownership of the Shares pursuant to any transfer made in unconformity with these Articles of Incorporation. Any damages resulting for a third party purchaser from such refusal shall be borne by the Party having caused such transfer not being in accordance with the Articles.

The Shareholder who transfers Shares shall do all such things and execute and deliver all such papers as may be necessary or reasonably requested by SPORTLOBSTER SA in order to complete the Transfer.

Title IV - Administration and supervision

Art. 8. General meetings of Shareholders.

(1) The annual General Meeting of the Shareholders of the Company shall be held on the last Friday of May at 10.00 a.m. If this day is not a Business Day, the meeting shall be held on the next Business Day at the same time.

(2) The General Meeting of the Shareholders shall be held either at the Registered Office or at any other place in Luxembourg, as indicated in the convening notice issued by the Board of Directors.

Art. 9. Powers of the general meeting.

(1) Any regularly constituted General Meeting of the Shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders.

(2) The General Meeting of the Shareholders shall have such powers as are reserved for it by the Law and by these Articles; specifically, it shall have the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Company.

(3) All or any of the provisions of the Articles may be amended by the General Meeting of the Shareholders, provided that such General Meeting of the Shareholders meets the requirements as to notice laid down by the Law for the amendment of the Articles and the requirements as to quorum and majority provided by Article 10 of the Articles.

Art. 10. Quorum and votes of Shareholders.

(1) Every shareholder shall have the right to one vote for every Share held in the Company except as otherwise required by the Law.

(2) Every shareholder may vote in person or be represented by a proxy, who need not be a shareholder.

(3) Resolutions of the General Meetings of the Shareholders duly convened shall be passed by a majority vote of members present or represented.

(4) However, the following matters in respect of the Company or any of its subsidiaries shall require a quorum and an approval vote of Company: the majority of shareholders and the approval of WYCHWOOD at a shareholders meeting

(a) Merger with another company;

(b) Transformation into another company;

(c) Liquidation and winding up;

(d) Amendment of the Articles;

(e) Redemption of Shares, refund of share premium, issue of new Shares or convertible instruments;

- (f) Increase or reduction of the share capital;
- (g) Profit allocation, dividends distributions, creation or maintenance of reserve funds and provisions;
- (h) Appointment or removal of Directors, "commissaires", auditors ("reviseur(s) d'entreprise") and senior executives;
- (i) Hiring of any employee or consultant with salary in excess of \$ 100,000 per annum or making any change to the terms of employment of any employee whose salary exceeds \$ 100,000 per annum;
- (i) Incorporation of any subsidiary, or entry into any joint ventures, consortium, profit sharing arrangements, and/or partnerships;
- (k) Acquisition of any new business, shares or interest in any other business or venture;
- (l) Changes to accounting policies of the Company;
- (m) Adoption of any option or equity incentive scheme;
- (n) Granting of any guarantee or giving of an indemnity;
- (o) Incurring any indebtedness or credit;
- (p) Introducing (or making any amendments to existing if any) pension arrangements of the Company;
- (q) Disposal of any patent, trademark, domain name or subsidiary or rights relating thereto;
- (r) Any change in the nature of the Company's object and/or business.
- (s) The appointment and removal (based on grounds for dismissal in CEO employment Contract) of the CEO of the UK subsidiary of SPORTLOBSTER SA

Art. 11. Convening notice.

- (1) The convening notices for the General Meeting of the Shareholders will be done in accordance with the Law.
- (2) Where all shareholders are present at the General Meeting of the Shareholders, either personally or by proxy, and where they waive their rights to be duly convened at such meeting and declare that they have previously been made aware of the agenda of the meeting, such General Meeting of the Shareholders shall validly deliberate.

Art. 12. Board of directors.

(1). The Company shall be managed by a Board of Directors consisting of five members, Two Class A Directors and three Class B Directors, who need not be shareholders. However the number of Directors may be reduced to one Director if all the Shares are held by one single shareholder in accordance with Article 51 of the Law.

(2) The Directors shall be appointed by the General Meeting of the Shareholders for a period of not more than six years in the following manner:

The General Meeting of the Shareholders shall appoint the Directors out from the Class A Shareholders List and out from the Class B Shareholders List.

From the Class A Shareholders List the General Meeting of the Shareholders shall appoint two Directors.

From the Class B Shareholders List the General Meeting of the Shareholders shall appoint three Directors.

Any of the Directors shall be eligible for re-election. Directors may be dismissed at any time by resolution of the General Meeting of the Shareholders with or without cause. In such case, the class of shareholders having proposed the Director which has been dismissed may propose candidates for the replacement to be appointed by the General Meeting of the Shareholders.

(3) The Board of Directors will appoint among its members a chairman (the "Chairman") which shall be one of the Directors stemming from the Class B Shareholders List.

(4) In the event of a vacancy on the Board of Directors arising otherwise than on the occasion of the General Meeting of the Shareholders, the remaining directors may meet and may elect, by a majority vote, one or more directors (as appropriate) selected from the Class A Shareholders List or the Class B Shareholders List as the case may be to fill such vacancy until the next General Meeting of the Shareholders. Should Class A Shareholders List or Class B Shareholders List not be available, the remaining directors shall require from the Class A Shareholders or the Class B Shareholders, as the case may be, the submission to the Board of Directors of a Class A Shareholders List or a Class B Shareholders List as appropriate.

Art. 13. Powers of the board of directors.

(1) The Board of Directors shall have full power to perform all such acts as are necessary or useful to the purpose of the company, including all acts of management of, or of disposition on behalf of the Company unless otherwise provided in the Articles.

(2). All matters not expressly reserved to the General Meeting of the Shareholders by Law or by these Articles shall fall within the scope of the Board of Directors' authority and power.

(3) In particular, any litigation involving the Company, either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the Board of Directors or by a Director or any other person delegated for this purpose by the Board.

(4) The Company will be bound by the joint signatures of one Class A Director and one Class B Director, or by the single or joint signature, as the case may be, of the Directors, managers or officers to which the Board of Directors may

delegate all or part of its power concerning the day to day management and the representation of the Company pursuant Article 16 of the Articles or by the single signature of any person appointed with special powers pursuant to Article 16 of the Articles, subject to the taking of resolutions of the Board of Directors in accordance with the provisions of Article 15 of the Articles for matters listed in Article 15(1) of the Articles or matters listed in Article 15(2) of the Articles and subject to Article 13(5) of the Articles as the case may be. If, in accordance with Article 51 of the Law and Article 12(1) of the Articles, the Board of Directors should be limited to one Director, the Company will be bound by the single signature of its sole Director. Where any of the Directors sign any document on behalf of the Company, such Director (s) shall indicate that she/he is acting on behalf of the Company.

(5) The matters listed at Articles 10(4) of these Articles shall be subject to the approval of the General Meeting of the Shareholders with the requirements as to quorum and majority provided by such Article 10(4).

Art. 14. Board of directors' meetings.

(1) There will be at least four (4) Board of Directors' meeting in each calendar year. All Board of Directors' meeting shall always take place on the territory of the state on which the Company is resident. The Board of Directors shall meet when called to do so by the Chairman or one or several directors of the Company, as often as the interest of the Company so requires. The Board of Directors shall meet at the Registered Office or such other place as may be indicated in the notice of meeting, which shall include the agenda of such meeting. The Chairman shall preside over all meetings of the Board of Directors. Failing the Chairman at a meeting of the Board of Directors, the Board of Directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority of the Directors present at such meeting.

(2) The Board of Directors can deliberate or act validly only if one Class A Director and one Class B director is present or represented unless otherwise provided by the Articles.

(3) A Director may attend a meeting of the Board of Directors physically or by telephone conference or may be represented by another Director to whom a proxy has been given. A proxy may be given in writing including telegram, facsimile transmission, telex or any other means of communication generally accepted for business purposes.

Art. 15. Resolutions of the board of directors.

(1) The following matters, in respect of the Company its subsidiaries and/or affiliates shall always require a resolution of the Board of Directors:

(a) Transactions, commitments, capital expenditure, investments and divestments, off-balance obligations above a threshold of fifty thousand US dollars (USD 50,000);

(b) Acquisitions/disposals of companies;

(c) Entry into any unusual contract or commitment and/or any material, long term or onerous contract;

(d) Loan, indebtedness, credit, guarantee, indemnity;

(e) Joint venture;

(f) Incorporation of subsidiaries;

(g) Initiation or settlement of any significant litigation besides the ordinary course of business;

(h) Disposal of any assets having a book or market value in excess of 50,000 USD;

(i) Approval of Annual and any budgets and/or business plans;

(j) Related-party transactions, otherwise than on arm's length commercial terms;

(k) Agreements with members of the Board of Directors, or shareholders, or persons, or entities affiliated with such members or shareholders (except that in such case, any Director having an interest in such transaction conflicting with that of the Company may not take part to the vote);

(l) Investments outside the core of business or doing anything other than the ordinary course of business of the Company;

(m) Disposal, termination or cessation of use of any patent, trademark, domain name, license or any right relating thereof;

(n) Acceptance of any material amendment to the terms of any patent, trademark, domain name, license or any right relating thereof;

(o) Introduction (or any amendment to existing) of any employee benefits plan (including profit sharing, bonus, incentive scheme) or pension arrangements of the Company;

(q) Interim dividends;

(2) Resolutions of the Board including the removal of the Chairman shall only be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented, as provided for in Article 14(2) above and, in case of a tie, the Chairman shall have a casting vote. Resolutions concerning the matters referred to Article 15 (1) above shall also require a majority of the votes but also the approval of at least one A and one B Directors.

(3) Resolutions taken by the Board of Directors at a meeting of the Board of Directors shall be recorded in minutes signed by all Directors present or represented at the meeting as provided for in Article 14(3) above. Such minutes shall be inserted in the minute book of the company, which shall be kept at the Registered Office.

(4) Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such resolutions may be taken by way of several written documents of identical form, each one being signed by one or more Directors, provided that the signature of every Director is on any one of the written documents. Such written resolutions shall be inserted in the minute book of the company, which shall be kept at the Registered Office.

Art. 16. Delegation of the powers of the board. The Board of Directors may delegate all or part of its power concerning the day -to-day management and the representation of the Company in connection therewith to one or more Directors, managers, or other officers of the Company in accordance with the requirements of the Law. Such delegation shall require a resolution of the Board of Directors which shall require the presence and/or the representation of all the Directors and an approval of all the Directors.

Art. 17. "Commissaires".

(1) The accounting information given in the annual report shall be reviewed by one or more qualified "commissaire (s)", who need not be a shareholder and who is appointed by the General Meeting of the Shareholders for a maximum period of six years. Such "commissaire(s)" shall be remunerated by the Company.

(2) The "commissaire (s)" shall review the affairs of the Company in the manner required by the Law.

Art. 18. Remuneration and indemnity of directors.

(1) Unless the General Meeting of the Shareholders allocates to the Directors fixed or proportional emoluments and attendance fees to be charged to general expenses, the mandates of Directors shall be granted gratuitously.

(2) The Company may indemnify any Director or officer of the Company, and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being a Director or officer of the Company.

Title V - Financial requirements

Art. 19. Financial year. The Company' financial year shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

Art. 20. Financial statements.

(1). The Board of Directors shall prepare a balance sheet and profit and loss account of the Company in respect of each financial year. The accounts of the Company shall be expressed in the same currency as the share capital.

(2) The annual General Meeting of the Shareholders of the Company shall be presented with the annual reports of the Directors and "commissaire (s)" and shall, if it thinks fit, approve the balance sheet and profit and loss account, which shall then be deposited at the register of trade and companies of Luxembourg.

Art. 21. Discharge. After approval of the balance sheet and profit and loss account, the annual general meeting of the Shareholders may, by separate vote, discharge the Directors and "commissaire (s)" in accordance with the Law.

Art. 22. Appropriation of profits.

(1) The surpluses, as shown in the accounts, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciation, shall constitute the net profit of the Company.

(2) Five per cent of these net profits shall be appropriated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund shall have reached one tenth of the subscribed share capital.

(3) The appropriation of the balance of profit shall be determined by the annual general meeting of the shareholders of the Company which shall vote in accordance with Article 10 (4) of the Articles upon proposal by the Board of Directors and may include the distribution of dividends, creation or maintenance of reserve funds and provisions.

(4) The Board of the Directors is authorised to declare the payment of interim dividends in accordance with the provisions of the Law and Articles 15 (1) and 15 (2) of these Articles.

Title VI - Dissolution and liquidation

Art. 23. Dissolution.

(1) The General Meeting of the Shareholders may, at any time, decide to dissolve the Company upon proposal by the Board of Directors, proceeding in accordance with the provisions of the Law and the Articles.

(2) Upon the dissolution, the General Meeting of the Shareholders shall determine the method of liquidation and shall appoint one or several liquidators to deal with all the assets of the Company and to settle the liabilities of the Company.

(3) From the net assets arising out of the liquidation and settlement of liabilities there shall be deducted an amount required for the reimbursement of the paid-up and non-redeemed amount of the Class A Shares (including the Share premium) together with all accrued and undistributed profits connected with such Shares which shall be distributed to

the Class A Shareholders (the "Liquidation Preference"). After satisfaction in full of the Liquidation Preference, any surplus of net assets shall be distributed pro rata between the Class A Shares and the other Shares.

Title VII. - General provisions

Art. 24. General. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be construed in accordance with the Law.

Transitory provisions

- 1) The first financial year shall begin today and end on 31 December 2013.
- 2) The first annual ordinary General Meeting of the Shareholders shall be held on the last Friday of May 2014 at 2.00 p.m.

Subscription

The Articles having thus been established, the fifty thousand Shares have been subscribed as follows:

Class A Shares:

- WYCHWOOD CAPITAL PARTNERS S.à.r.l, prenamed, which declared to subscribe to eight thousand five hundred Class A Shares with payment of a share premium in the rounded amount of eight Euros and nine cents (EUR 8.09) per share and pay with a contribution in cash for an aggregate amount of eight thousand five hundred Euros (EUR 8,500) together with a shares premium aggregate amount of sixty eight thousand seven hundred and ninety nine Euros (EUR 68,799) 8,500
Total Class A Shares: eight thousand five hundred, 8,500

Class B Shares:

- Mr Gary SHEPHERD, prenamed, who declared to subscribe to nineteen thousand six hundred and sixty three Class B Shares and pay with a contribution in cash for an aggregate amount of nineteen thousand six hundred and sixty three Euros (EUR 19,663) 19,663
- Mr Arron Gareth SHEPHERD, prenamed, who declared to subscribe to six thousand two hundred and ninety two Class B Shares and pay with a contribution in cash for an aggregate amount of six thousand two hundred and ninety two Euros (EUR 6,292) 6,292
- Mr Andrew David MEIKLE, prenamed, who declared to subscribe to thirteen thousand three hundred and seventy Class B Shares and pay with a contribution in cash for an aggregate amount of thirteen thousand three hundred and seventy Euros (EUR 13,370) 13,370
Total Class B Shares: Thirty nine thousand three hundred twenty five, 39,325

Class C Shares:

- LOBSTER MEDIA LTD, prenamed, which declared to subscribe to one hundred Class C Shares with a share premium of two thousand, eight hundred and fourteen Euros and sixty nine cents (EUR 2,814.69) per share, and pay with a contribution in kind for an aggregate amount of one hundred euros together with a shares premium aggregate amount of two hundred eighty one thousands and four hundred sixty nine Euros (EUR 281,469) 100
Total Class C Shares: one hundred, 100

Class D Shares:

- Mr Gary SHEPHERD, prenamed, who declared to subscribe to one thousand and thirty eight Class D Shares and pay with a contribution in cash for an aggregate amount of one thousand and thirty eight Euros (EUR 1,038) 1,038
- Mr Arron Gareth SHEPHERD, prenamed, who declared to subscribe to three hundred thirty two Class D Shares and pay with a contribution in cash for an aggregate amount of three hundred thirty two Euros (EUR 332) 332
- Mr Andrew David MEIKLE, prenamed, seven hundred and five Class D Shares and with a contribution in cash for an aggregate amount of seven hundred and five Euros (EUR 705) 705
Total Class D Shares: two thousand and seventy five, 2,075
Total of Shares: fifty thousand 50,000

Payment

The eight thousand and five hundred Class A Shares subscribed by WYCHWOOD Capital PARTNERS S.à.r.l have been fully paid up in cash with a share premium of a rounded amount of eight Euros and nine cents (EUR 8.09) per share, that is a payment in cash for an aggregate amount of eight thousand five hundred Euros (EUR 8,500) Euros together with

a shares premium aggregate amount of sixty-eight thousand seven hundred and ninety-nine Euros (EUR 68,799), that is a total of seventy-seven thousand two hundred and ninety-nine Euros (EUR 77,299) as it has been evidenced to the undersigned notary;

The thirty-nine thousand three hundred twenty-five Class B Shares subscribed by Mr Gary SHEPHERD, Mr Arron Gareth SHEPHERD and Mr Andrew David MEIKLE have been fully paid in cash, that is a payment in cash for an aggregate amount of thirty-nine thousand three hundred twenty-five Euros (EUR 39,325), as it has been evidenced to the undersigned notary;

The one hundred Class C Shares subscribed by LOBSTER MEDIA LTD have been fully paid up in kind with a share premium of two thousand, eight hundred and fourteen Euros and sixty-nine cents (EUR 2,814.69) per share, that is of a payment in kind for an aggregate amount of one hundred euros together with a shares premium aggregate amount of two hundred eighty-one thousand and four hundred sixty-nine Euros (EUR 281,469), that is a total of two hundred eighty-one thousand and five hundred sixty-nine Euros (EUR 281,569), by the transfer of Intellectual Property Rights, as it has been evidenced to the undersigned notary.

Report of the auditor

The transfer of Intellectual Property Rights is certified by a report established by the independent auditor Audit Conseil Services S.a.r.l residing professionally at L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon, according to the provisions of article 26-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, and the conclusion is the following:

"Conclusion

Based on the work performed, nothing has come to our attention which can make us believe that the value of the IP rights to be contributed to the Company does not correspond at least to the number and nominal value of the one hundred class C shares of the Company to be issued and corresponding share premium."

This report, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The two thousand and seventy five Class D Shares subscribed by Mr Gary SHEPHERD, Mr Arron Gareth SHEPHERD and Mr Andrew David MEIKLE have been fully paid in cash, that is a payment in cash for an aggregate amount of two thousand and seventy-five Euros (EUR 2,075) as it has been evidenced to the undersigned notary;

Founders

The appearing parties, as mentioned above, shall consider itself as founders of the Company.

Declaration

The notary drawing up the present Articles declares that the conditions set forth in Article 26 of the Law have been observed and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of formation costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which fall to be paid by the Company in connection with its incorporation, have been estimated approximately to EUR 3,500.

Extraordinary general meeting

Here and now, the above named parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a General Meeting of the Shareholders, which after having stated that it was regularly constituted, has passed the following resolutions:

1. The followings are appointed as Directors:

Class A Director:

- Mr John Paul KEANE, director of companies,, with professional address L-2340 Luxembourg, 21, rue Philippe II.
- Mr Colin Enright, chief Operating Officer, with address at Dublin, 8 Peartree field, Blackrock, Nussbaum,

Class B Directors:

- Mr Gary SHEPHERD, director of companies, with address at Dubai (United Arab Emirates), Apartment 1308, Marina residence block C, Palm Jumeriah,
- Mr Arron Gareth SHEPHERD, director of companies, with address at London SW62FS (United Kingdom), Chelsea Creek, Doulton House, Flat 24,
- Mr Andrew David MEIKLE, director of companies, with address at London SW6 7NJ (United Kingdom), Chaldon Road, 2,

2. The number of "commissaires" is set at one (1).

3. The following is appointed as "commissaire":

- Certifica Luxembourg S.à.r.l., société à responsabilité limitée, with registered office at 1, rue des Glacis, L-1628, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 86770.

4. The mandates of the above appointed Directors and "commissaire" shall expire immediately after the annual General Meeting of the Shareholders or any postponement of such meeting, to be held in 2019.

5. The Company shall have its Registered Office at L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the mandatory of the appearing party, the said mandatory signed together with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le deux septembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signée.

ONT COMPARU:

1.- Mr Gary SHEPHERD, avec adresse à Dubai (United Arab Emirates), Apartment 1308, Marina residence block C, Palm Jumeriah,

2.- Mr Arron Gareth SHEPHERD, avec adresse à SW62FS Londres (Royaume-Uni), Chelsea Creek, Doulton House, Flat 24,

3.- Mr Andrew David MEIKLE, avec adresse à SW6 7NJ Londres SW6 7NJ (Royaume-Uni), Chaldon Road, 2,

4.- WYCHWOOD Capital PARTNERS S.à.r.l, une société à responsabilité limitée, établie et existante suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2340 Luxembourg, 21 rue Philippe II, immatriculée au registre de commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 170724, et au capital social de EUR 1.852.956,00, («WYCHWOOD»)

5.- LOBSTER MEDIA LTD, établie et ayant son siège social à E1 6DY Londres (Royaume-Uni), 36 Spital Square, 4th Floor, numéro d'identification intracommunautaire TVA GB138080030,

tous ici dûment représentés par Madame Monika Kanczuga, avec adresse professionnelle L-2520 Luxembourg, 33 Allée Scheffer,

en vertu de 5 procurations sous seing privé, lesquelles procurations, après signature ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lesquels comparants, par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Définitions

Dans les présents statuts, les mots et expressions suivants auront, sauf incohérence par rapport au contexte, les significations indiquées ci-dessous:

- a) «Statuts» signifie: les statuts de la Société;
- b) «Conseil d'Administration» signifie: le conseil d'administration de la Société;
- c) «Jour(s) ouvrable(s)» signifie: le(s) jour(s) d'ouverture des banques à Luxembourg;
- d) «Administrateur de Classe A» signifie un administrateur élu à partir de la Liste des Actionnaires de Classe A;
- e) «Action(s) de Classe A» signifie: action(s) ordinaire(s) de la Société souscrite avec une prime d'émission de huit euros et neuf cents (EUR 8,09) par action avec le droit d'inscrire des propositions de candidats au poste d'Administrateur sur la Liste des Actionnaires de Classe A et le droit au Préférentiel de Liquidation tel qu'il est défini à l'Article 23 c) des présents Statuts;
- f) «Actionnaires de Classe A» signifie: les détenteurs d'Actions de Classe A;
- g) «Liste des Actionnaires de Classe A» signifie: la liste de propositions de candidats au poste d'administrateur préparée par les Actionnaires de Classe A;
- h) «Administrateur de Classe A» signifie un Administrateur élu à partir de la Liste des Actionnaires de Classe A;
- i) «Action(s) de Classe B» signifie: action(s) ordinaire(s) de la Société avec le droit d'inscrire des propositions de candidats au poste d'administrateur sur la Liste des Actionnaires de Classe B;
- j) «Actionnaires de Classe B» signifie: les détenteurs d'Actions de Classe B;
- k) «Liste des Actionnaires de Classe B» signifie: la liste de propositions de candidats au poste d'Administrateur préparée par les Actionnaires de Classe B;
- l) «Action(s) de Classe C» signifie: action(s) ordinaire(s) de la Société souscrite avec une prime d'émission de deux mille huit cent quatorze Euros et soixante-neuf cents (EUR 2.814,69) par action;

- m) «Actionnaires de Classe C» signifie: les détenteurs d'Actions de Classe C;
- n) «Action(s) de Classe D» signifie: action(s) ordinaire(s) de la Société;
- o) «Actionnaires de Classe D» signifie: les détenteurs d'Actions de Classe D;
- p) «Société» signifie: SPORTLOBSTER S.A. constituée suivant les Statuts;
- q) «Administrateur» signifie: l'un quelconque des administrateurs de la Société nommé conformément aux Statuts;
- r) «Assemblée Générale des Actionnaires» signifie: l'une quelconque des assemblées générales des actionnaires de la Société;
- s) «Loi» signifie: la loi relative aux sociétés commerciales du 10 Août 1915 tel que modifiée.
- t) «Siège Social» signifie: le siège social de la Société établi conformément aux dispositions de l'article 3, où doivent parvenir les citations en justice et autres actes de procédure.
- u) «Convention d'Actionnaire» signifie: la convention conclue entre les actionnaires de la Société;
- v) «Registre des Actionnaires» signifie: le registre de la Société contenant la liste de toutes les actions nominatives et maintenu conformément aux dispositions de l'Article 7 des Statuts.
- w) «Action» signifie: l'une quelconque des actions émises par la Société.

Titre II. - Généralités

Art. 1^{er}. Statut et dénomination. Il est constitué une société anonyme sous la dénomination de SPORTLOBSTER S.A.

Art. 2. Durée.

- (1) La Société est constituée pour une durée illimitée, prenant cours au jour de signature du présent acte.
- (2) La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires, adoptée conformément à l'Article 10 des Statuts et dans les formes prescrites par l'Article 23 des Statuts.

Art. 3. Siège social.

- (1) Le Siège Social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
- (2) Le Conseil d'Administration pourra décider de l'établissement de filiales ou d'autres bureaux de la Société, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, conformément à la Loi.
- (3) Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social qui seraient de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, surviendraient ou serait imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure temporaire ne pourra toutefois avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera de nationalité luxembourgeoise. La déclaration de transfert du Siège Social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe représentatif de la Société qui se trouvera le mieux situé à cet effet dans de telles circonstances.

Art. 4. Objet.

- (1) La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ces participations ainsi que la détention de brevets, marques, noms de domaines et droits de propriété intellectuels de quelque nature que ce soit.
- (2) La Société peut notamment acquérir des instruments financiers de quelque nature que ce soit, et des droits y attachés, par voies d'apport, de souscription, d'option, d'achat ou de toute autre manière et peut les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. Elle peut également acquérir et mettre en valeur et gérer tous brevets, marques, noms de domaine, droits de propriété intellectuels de quelque nature que ce soit et autres droits se rattachant directement ou indirectement à ces brevets, marques, noms de domaine, ou droit de propriété intellectuels, ou toute licence en relation avec ces derniers.
- (3) La Société peut emprunter et accorder à des sociétés tout concours, prêt, avances ou garanties. Elle peut également prendre toutes hypothèques, gages ou autres nantissements afin de garantir ces prêts. Elle peut procéder à l'émission d'obligations ou emprunts.
- (4) La Société peut accomplir toutes autres transactions commerciales ou financières de quelque nature que ce soit et peut faire toutes opérations ou fournir toutes prestations commerciales, industrielles et financières qui sont nécessaires et utiles à l'accomplissement de son objet. Elle peut en général prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance qui pourrait être utile à l'accomplissement et développement de son objet.

Titre III. - Capital social

Art. 5. Capital social.

- (1) La Société a un capital souscrit de cinquante mille Euros (EUR 50.000,-), représenté par huit mille cinq cents (8.500) Actions de Classe A, par trente-neuf mille trois cent vingt-cinq (39.325) mille Actions de Classe B, cent (100) Actions de Classe C et deux mille soixante-quinze (2.075) Actions de Classe D, toutes d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

(2) En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. Toute prime libérée à la souscription des actions d'une certaine classe demeurera attaché aux actions sur lesquelles la prime a été libérée et sera exclusivement remboursée au propriétaire de ces actions. Le montant de la prime d'émission d'une classe d'actions pourra être utilisé pour le paiement des montants dus au propriétaire des actions de cette classe.

Art. 6. Variations du Capital social.

(1) Le capital autorisé peut être augmenté ou réduit par l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant suivant les règles requises pour la modification des Statuts et les conditions de quorum et de majorité requises par l'Article 10 des Statuts.

(2) La Société peut acquérir ou racheter ses propres actions conformément à la Loi et aux présents Statuts.

Art. 7. Actions.

1. Les Actions sont uniquement nominatives. La Société considérera la personne au nom de laquelle les Actions sont inscrites dans le Registre des Actionnaires comme le plein propriétaire de ces Actions. Des certificats confirmant ces inscriptions pourront être remis aux actionnaires. Le Registre des Actionnaires sera conservé au Siège Social de la Société et contiendra la désignation précise de chaque actionnaire en nom, l'adresse à laquelle les convocations à l'Assemblée Générale des Actionnaires lui seront envoyées, le nombre d'Actions par lui détenues ainsi que l'indication des versements effectués sur ces Actions. Au cas où le Registre des Actionnaires ne contiendrait pas l'adresse d'un actionnaire en nom, celle-ci sera réputée être l'adresse du Siège Social.

2. Des certificats d'actions nominatives, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

3. La cession d'Actions s'opère par une déclaration de transfert inscrite dans le Registre des Actionnaires, laquelle déclaration sera signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs. La Société pourra accepter et inscrire dans le Registre des Actionnaires une cession sur base de la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

4. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si une ou plusieurs Actions sont détenues conjointement ou si la propriété d'une Action est démembrée, scindée ou contestée, toutes les personnes réclamant un droit sur cette (ces) Action(s) doivent nommer un représentant qui représentera cette (ces) Actions(s) vis à vis de la Société. Le défaut de nomination d'un représentant unique aura pour conséquence la suspension de tous droits attachés à cette (ces) Action(s).

5. Cession des actions classe B

5.1. Droit d'acquisition

5.1.1 Tout actionnaire de classe B devra:

(1) notifier aux autres actionnaires de son intention de transférer ses actions de classe B, et

(2) offrir les actions de classe B qu'il entend transférer («les Actions B à Transférer») à WYCHWOOD, en lui indiquant les conditions spécifiques en ce qui concerne le prix, les garanties, les méthodes de paiement, les conditions de paiement et les autres termes et conditions de cette offre par écrit (les «Offre de Transfert des Actions de Classe B») et négocier de bonne foi avec WYCHWOOD l'acquisition par celui desdites actions de classe B («Droit d'acquisition»)

5.1.2 A la réception de l'Offre de Transfert des actions de classe B, WYCHWOOD pourra librement requérir du Conseil d'Administration la nomination d'un reviseur d'entreprise tiers qui sera rémunéré par SPORTLOBSTER SA afin de déterminer la valeur des actions de classe B (la «Valeur de Référence»).

5.2. WYCHWOOD pourra dans les 20 Jours Ouvrables dès réception de l'Offre de Transfert des Actions de classe B offrir à l'actionnaire détenant les actions de classe B de racheter lesdites actions de classe B à un prix (le «Prix») égal à la Valeur de Référence, et dans ce cas l'actionnaire de classe B transférera les actions de classe B à WYCHWOOD pour le Prix ainsi déterminé.

Si WYCHWOOD et l'actionnaire de classe B souhaitant céder ses actions ne peuvent trouver un accord sur la cession des actions de classe B ou en l'absence de réaction de WYCHWOOD dans les 20 jours ouvrables, après réception de l'Offre de Transfert des Actions de classe B par WYCHWOOD, l'actionnaire de classe B sera libre d'offrir lesdites actions à tout tiers pour une vente de bonne foi, étant entendu toutefois que WYCHWOOD pourra exercer ses droits de préemption et ses droits de suite comme indiqué ci-dessous.

5.2. Droit de préemption

Dans le cas où un actionnaire de la classe B entend transférer ses actions de classe B à un tiers («L'Acheteur Tiers»), WYCHWOOD aura le droit d'acquérir par préemption les actions de classe B ainsi offertes par l'actionnaire de classe B («Droit de Préemption»).

Le Droit de Préemption sera exercé selon la procédure ci-dessous

Dans le 10 Jours Ouvrables qui suivent la réception de l'offre d'un Acheteur Tiers, sujet au droit de préemption («Offre Tiers») et au moins 30 Jours Ouvrables avant de conclure la cession à ce tiers, l'actionnaire de classe B notifiera à WYCHWOOD par écrit de l'Offre Tiers, l'identité de l'Acheteur Tiers, le prix de cession des actions, les modalités de paiement ainsi que les autres termes et conditions de ladite Offre Tiers (la «Notice de Cession») et fournira à WYCHWOOD une copie de tous les contrats et autres documents relatifs montrant les divers accords concernant cette Offre

de Tiers, accompagné d'une traduction non officielle en anglais, si cette dernière n'était pas en langue anglaise (la Notice de Cession et toutes autres informations ci-après dénommées «Information d'Achat»).

L'Information d'Achat devra en particulier, indiquer le nombre et le pourcentage d'actions de classe B soumis à l'Offre Tiers et une description de la contrepartie à recevoir par l'actionnaire de classe B lors de la cession à Acheteur Tiers (la «Contrepartie du Tiers»). Si la Contrepartie du Tiers n'est pas exprimée en numéraire, cette contrepartie sera évaluée en équivalent numéraire égal, à la valeur de marché de cette contrepartie comme déterminée par l'actionnaire de classe B dans l'Information d'Achat ainsi que déterminé ci-dessous.

Si la Contrepartie proposée par l'Acheteur Tiers est en numéraire uniquement, WYCHWOOD aura 20 Jours Ouvrables, après réception de l'Information d'Achat, pour notifier à l'actionnaire de classe B, qu'il souhaite exercer son Droit de Prémption et acquérir la totalité des actions de classe B.

WYCHWOOD pourra décider d'acquérir seulement une partie des actions de classe B et dans ce cas les actions qui n'ont pas été acquises par WYCHWOOD, pourront être cédées à l'Acheteur Tiers selon les conditions tels que déterminées dans l'Information d'Achat (mais pas à des conditions qui soient plus favorable à l'Acheteur Tiers). L'absence de notification par WYCHWOOD dans le délai imparti constituera pour WYCHWOOD une renonciation à son Droit de Prémption sur le transfert à l'Acheteur Tiers tel que déterminé dans l'Information d'Achat (pour éviter tout doute le transfert à toute autre Acheteur Tiers demeura soumis au Droit de Prémption et tout autre restriction contenue dans la Convention d'Actionnaire.

Dans la mesure où (est seulement dans la mesure) l'actionnaire de classe B peut conclure le transfert à l'Acheteur Tiers selon les conditions incluses dans l'Information d'Achat (mais en aucun cas selon les conditions plus favorables pour l'Acheteur Tiers).

Si la contrepartie offerte par l'Acheteur Tiers inclue une partie autre que du numéraire:

a. WYCHWOOD aura 20 Jours Ouvrables après réception de l'Information d'Achat pour notifier par écrit à l'actionnaire de classe B s'il conteste l'évaluation contenu dans l'Information d'Achat pour la contrepartie qui n'est pas en numéraire.

L'absence de notification de WYCHWOOD dans le délai de 20 Jours Ouvrables rendra l'évaluation de la contrepartie comme indiquée dans l'Information d'Achat acquis entre les actionnaires.

b. Dans les 20 Jours Ouvrables qui suivent la réception par l'actionnaire de classe B de la Notification de WYCHWOOD contestant l'évaluation contenue dans l'Information d'Achat de l'Acheteur Tiers, WYCHWOOD et l'actionnaire de classe B nommeront conjointement un évaluateur indépendant afin de déterminer la valeur de marché raisonnable de la contrepartie non exprimée en numéraire.

Si la nomination d'un évaluateur dans le délai n'a pas eu lieu l'évaluateur sera nommé par le président du Tribunal Arrondissement siégeant en matière commerciale situé dans l'arrondissement ou SPORTLOBSTER SA à son siège social à la demande de partie la plus diligente.

L'évaluateur émettra une opinion écrite et donnera à chaque partie l'opportunité de commenter son projet de rapport avant d'emmêtrer son rapport final.

Les honoraires et dépens de l'évaluateur seront supportés par l'actionnaire de classe B et WYCHWOOD à concurrence de 50/50 chacun. L'évaluateur décidera des coûts, des honoraires et des dépens. Dans la mesure où l'évaluateur demandera un acompte l'actionnaire de classe B et WYCHWOOD seront chacun obligés d'encourir ces coûts à part égal.

c. Après la détermination de la valeur de marché raisonnable de la partie non exprimée en numéraire, WYCHWOOD aura 20 Jours Ouvrables, à compter de la notification de la détermination définitive du prix de marché raisonnable par l'actionnaire de classe B, afin de notifier cet actionnaire de classe B par écrit de son intention d'exercer son Droit d'Acquisition des actions de classe B tel qu'indiqué dans l'Information d'Achat en totalité ou en partie à la valeur de marché ainsi déterminée. WYCHWOOD pourra décider d'acquérir une partie des actions de classe B et dans ce cas les actions restantes pourront être transférées à l'Acheteur Tiers selon les conditions déterminées dans l'Information d'Achat (mais pas selon les conditions plus favorables pour l'Acheteur Tiers). L'absence de notification par WYCHWOOD dans le délai imparti constituera pour WYCHWOOD une renonciation à son Droit de Prémption sur le transfert à l'Acheteur Tiers tel que déterminé dans l'Information d'Achat (pour éviter tout doute tout transfert à un autre Acheteur Tiers demeura soumis au Droit de Prémption).

Si WYCHWOOD notifie à l'actionnaire de classe B qu'il exerce son Droit de Prémption WYCHWOOD ou un «Permitted Transferee» tel que déterminé dans la Convention d'Actionnaire acquerra et acceptera la cession des actions de classe B tel que spécifiée dans l'Information d'Achat et l'actionnaire de classe B cédera ses actions de classe B selon les termes et conditions prévus dans l'Information d'Achat (sauf pour tout prix d'achat déterminé par l'évaluateur). Ce transfert sera réalisé dans les 20 Jours Ouvrables qui suivent la notification par WYCHWOOD ou un «Permitted Transferee» dans l'exercice de Droit de Prémption.

5.3. Droit de Suite

5.3.1. A chaque fois qu'un actionnaire de la classe B entend transférer une partie ou la totalité de ses actions de classe B à un Tiers, WYCHWOOD aura le droit de requérir que cet actionnaire de classe B se porte-fort et fasse acquérir par l'Acheteur Tiers la totalité ou une partie des actions de WYCHWOOD dans SPORTLOBSTER SA (détenu directement

ou indirectement par un «Permitted Transferee» dans la même proportion. Pour éviter tout doute WYCHWOOD pourra exercer au choix, soit son Droit de Prémption, soit son droit de Suite (le «Droit de Suite»).

5.4. Procédure de Droit de Suite

5.4.1. Dans l'hypothèse qu'un actionnaire de classe B souhaite transférer la totalité ou une partie de ses actions dans SPORTLOBSTER SA, il notifiera WYCHWOOD de cette offre (la «Notification de l'Offre»).

5.4.2. Dans les 30 Jours Ouvrables à compter de la réception de la notification de l'offre, WYCHWOOD notifiera par écrit à l'actionnaire de classe B (la «Période d'exercice de Droit de Suite») de son intention ou non, d'exercer son Droit de Suite, si la contrepartie offerte par le l'Acheteur Tiers est uniquement en numéraire.

5.4.3. Si la contrepartie offerte n'est pas exclusivement constituée de numéraire, la période sera interrompue et une nouvelle période de 30 Jours Ouvrables commencera à compter de la notification de la détermination du prix de marché raisonnable obtenu en conformité avec la procédure décrite ci-dessous.

5.4.4. L'absence de notification dans le délai par WYCHWOOD selon les dispositions de l'article 5.4.2. ou 5.4.3 selon le cas, constituera une renonciation de WYCHWOOD a son Droit de Suite.

5.4.5. A la notification par WYCHWOOD qu'elle choisit d'exercer son Droit de Suite l'actionnaire de classe B se portera fort pour que l'Acheteur Tiers acquiert et accepte la cession des actions en question, au même prix, termes et conditions offerts par l'Acheteur Tiers à l'actionnaire de classe B, ou toute autre prix, termes et conditions mutuellement convenus entre actionnaire de classe B, WYCHWOOD et l'Acheteur Tiers.

5.4.6. Si l'Acheteur Tiers n'a pas offert irrévocablement d'acquérir les actions faisant l'objet du Droit de Suite, dans le cas où le Droit de Suite est exercé, (l'offre devant est fournie par l'actionnaire de classe B dans la Notification de Transfert), le transfert à l'Acheteur Tiers sera nul et SPORTLOBSTER SA refusera de reconnaître la cession ainsi que l'Acheteur Tiers en tant qu'actionnaire de SPORTLOBSTER SA.

5.5 Restrictions sur le transfert des actionnes de classe D

Pendant la durée de la Convention d'Actionnaire aucun des actionnaire des classe B ne peut céder aucun intérêt aux droits dans les actions de classe B détenues par eux ou souscrit par eux par la suite sans accord écrit, préalable de WYCHWOOD et de tous les actionnaires de classe D a moins que le transfert des actions D est fait au bénéfice de certains employés et/ou consultant de SPORTLOBSTER SA ou d'une filiale de SPORTLOBSTER SA.

Reconnaissance et enregistrement de cession et du transfert d'actions de SPORTLOBSTER SA.

SPORTLOBSTER SA refusera de reconnaître tout transfert autre que ceux effectués en conformité avec les statuts et n'aura aucune obligation d'inscrire dans ses livres (en particulier le registre des actionnaires) tout changement dans la propriété des actions réalisé à la suite d'un transfert non conforme avec les statuts.

Tout dommage résultant pour l'Acheteur Tiers d'un tel refus sera supporté par la partie ayant causé ce Transfert non conforme avec les Statuts.

L'actionnaire qui transfère les actions fera tout ce qui est nécessaire et fournira tous les documents nécessaires et raisonnablement requis par SPORTLOBSTER SA, afin d'enregistrer ledit Transfert.

Titre IV. - Administration et surveillance

Art. 8. Assemblée générale des actionnaires.

(1) L'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires de la Société se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois de mai à 10.00 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'assemblée se tiendra le premier Jour Ouvrable suivant à la même heure.

(2) L'Assemblée Générale des Actionnaires sera tenue soit au Siège Social, soit à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans la convocation émise par le Conseil d'Administration.

Art. 9. Pouvoirs des assemblées générales.

(1) L'Assemblée Générale des Actionnaires régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Les décisions prises par une telle assemblée engageront tous les actionnaires.

(2) L'Assemblée Générale des Actionnaires a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par la Loi et par ces Statuts. Une telle assemblée disposera notamment des pouvoirs les plus étendus pour accomplir ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

(3) Tout ou partie des Statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, sous réserve qu'une telle Assemblée Générale des Actionnaires soit tenue en conformité avec les exigences de prévues par la Loi pour la modification des Statuts en termes de convocations et les exigences de quorum et de majorité prévus par l'Article 10 des Statuts.

Art. 10. Quorum et vote des actionnaires.

(1) Chaque actionnaire de la Société donne droit à une voix pour chaque Action détenue dans la Société sauf dans les cas où la Loi prévoit autrement.

(2) Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

(3) Les résolutions adoptées par une Assemblée Générale des Actionnaires dûment convoquée seront prises à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés.

(4) Les matières suivantes, en rapport avec la Société, ses filiales, ne pourront cependant être prises qu'à la condition que les résolutions soient adoptées par la majorité des actionnaires et l'approbation de WYCHWOOD lors d'une réunion de l'assemblée générale des actionnaires:

- (a) Fusion avec une autre société;
- (b) Transformation en un autre type de société;
- (c) Liquidation et dissolution;
- (d) Modifications des statuts;
- (e) Rachat d'Actions, remboursement de prime d'émission, émission Emission d'Actions nouvelles ou instruments financiers convertibles;
- (f) Augmentation ou réduction du capital;
- (g) Allocation de bénéfice, distribution de dividendes, création et maintien de réserves et provisions;
- (h) Nomination ou révocation d'Administrateurs, de commissaires et d'auditeurs ou de dirigeants exécutifs;
- (i) Embauche d'employé ou de consultants avec un salaire dépassant \$ 100.000 par an ou changement des conditions d'emploi de tout employé dont le salaire excède \$ 100.000 par an;
- (j) Constitution de filiale, entrée dans des co-entreprises, consortium, transaction sur partages de bénéfices et/ou associations;
- (k) Acquisitions de nouvelles entreprises, actions, intérêts ou autre affaires ou co-entreprise;
- (l) Changement de la méthode comptable de la Société;
- (m) Adoption de plans d'option ou d'intéressement;
- (n) Garanties ou versements d'indemnités;
- (o) Exposition de la Société à de la dette ou accord de mise en place de crédit;
- (p) Mise en place (ou amendements) de plans de pension par la Société;
- (q) Actes de disposition de tous brevets, marques, nom de domaine ou subsidiaire ou droit y attachés;
- (r) Tout changement de nature de l'objet et/ou de l'entreprise de la Société.
- (s) La nomination et révocation (sur base des dispositions du contrat de travail entre le «CEO») du «CEO» de la filiale Britannique de SPORTLOBSTER S.A.

Art. 11. Avis de convocation.

- (1) Les convocations sont effectuées en conformité avec la Loi.
- (2) Au cas où tous les actionnaires sont présents à l'Assemblée Générale des Actionnaires, en personne ou par mandataire, déclarent renoncer à leur droit à être dûment convoqués et avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour conformément à la Loi, une telle Assemblée Générale des Actionnaires peut valablement délibérer.

Art. 12. Le conseil d'administration.

(1) La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq membres, deux Administrateurs de Classe A et trois Administrateurs de Classe B, actionnaires ou non. Cependant le nombre des membres pourra être réduit à un si toutes les Actions sont détenues par un seul actionnaire conformément à l'article 51 de la Loi.

(2) Les Administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six ans, de la manière suivante:

L'Assemblée Générale des Actionnaires nommera les Administrateurs à partir de la Liste des Actionnaires de Classe A et de la Liste des Actionnaires de Classe B.

De la Liste des Actionnaires de Classe A, l'Assemblée Générale des Actionnaires nommera un Administrateur.

De la Liste des Actionnaires de Classe B, l'Assemblée Générale des Actionnaires nommera trois Administrateurs.

Les Administrateurs sont rééligibles. Les Administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale des Actionnaires, avec ou sans motif. Dans un tel cas, la classe d'actionnaires ayant proposé l'Administrateur révoqué proposera des candidats pour le remplacement de cet Administrateur par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

(3) Le Conseil d'Administration désignera un président (le «Président») parmi ses membres, lequel devra être un des Administrateur issu de la Liste des Actionnaires de Classe B.

(4) En cas de vacance d'un poste d'Administrateur autrement qu'à l'occasion d'une Assemblée Générale des Actionnaires, les Administrateurs restants peuvent se réunir pour élire, à la majorité, un ou plusieurs Administrateurs (suivant le cas) qui sera choisi sur la Liste des Actionnaires de Classe A ou sur la Liste des Actionnaires de Classe B selon le cas, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires. Si la Liste des Actionnaires de Classe A ou la Liste des Actionnaires de Classe B ne sont pas disponibles, les Administrateurs restants demanderont aux Actionnaires de Classe A ou aux Actionnaires de Classe B selon le cas, de soumettre au Conseil d'Administration une Liste de Classe A ou une Liste de Classe B selon le cas.

Art. 13. Pouvoirs du conseil d'administration.

(1) Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, notamment tous les actes d'administration ou de disposition pour le compte de la Société, sauf s'il en est prévu autrement par les Statuts.

(2) Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale des Actionnaires par la Loi ou par les Statuts tombe dans le cadre de sa compétence.

(3) En particulier, les actions judiciaires impliquant la Société, tant en demandant qu'en défendant, seront menées au nom de la Société par le Conseil d'Administration ou par un administrateur ou autre personne délégués à ces fins par le Conseil d'Administration.

(4) La Société se trouve engagée en toutes circonstances, soit par la signature conjointe d'un Administrateur de Classe A et d'un Administrateur de Classe B, soit par la signature individuelle ou conjointe selon le cas, du ou des Administrateurs, directeur(s) ou autres agents de la Société auxquels le Conseil d'Administration aura délégué, en tout ou en partie, ses pouvoirs de gestion journalière conformément à l'Article 16 des Statuts, soit par la signature individuelle d'une personne investie des pouvoirs spéciaux prévus à l'Article 16 des Statuts, sous réserve que des résolutions soient prises par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'Article 15 des Statuts pour les matières listées à l'Article 15 (1) des Statuts où les matières listées à l'Article 15 (2) des Statuts et sous réserve de à l'Article 13 (5) des Statuts suivant le cas. Si, en application et conformément à l'Article 51 de la Loi et de l'Article 12 (1) des Statuts, la composition du Conseil d'Administration a été limitée à un membre, la Société se trouve engagée par la signature de son Administrateur unique. Au cas où les Administrateurs signent un document au nom de la Société, leur signature sera suivie d'une mention précisant qu'ils signent au nom de la Société.

Les matières listées à l'Article 10 (4) de ces Statuts doivent obligatoirement faire l'objet d'une approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires dans les conditions de quorum et de majorité prévues à cet Article 10 (4).

Art. 14. Réunions du conseil d'administration.

(1) Il y aura au moins quatre (4) réunions du Conseil d'Administration par année. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président ou d'un ou plusieurs Administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Le Conseil d'Administration se réunira au Siège Social ou en quelque autre endroit indiqué dans l'avis de convocation, lequel contiendra l'ordre du jour. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration. En cas d'absence du Président à la réunion du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration élira un autre président pro tempore par vote à la majorité des Administrateurs présents à une telle réunion.

(2) Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer et prendre des décisions que si un Administrateur de Classe A et un Administrateur de Classe B est présent ou représenté sauf dispositions contraires des Statuts.

(3) Un Administrateur peut prendre part aux délibérations du Conseil d'Administration, en étant présents en personne ou par conférence téléphonique ou en étant représentés par un autre Administrateur détenteur d'une procuration. Une telle procuration peut être accordée par écrit, notamment par télégramme, télécopie, télex ou tout autre moyen de communication généralement admis à ces fins.

Art. 15. Décisions du conseil d'administration.

(1) Les matières suivantes concernant la Société et/ou ses filiales directes ou indirectes requièrent toujours une décision du Conseil d'Administration:

(a) Transactions, d'engagements, dépenses, investissements ou retirements d'investissements et/ou d'obligations déséquilibrées au-delà d'un seuil de cinquante mille dollars des Etats-Unis (USD 50.000);

(b) Acquisitions ou actes de dispositions de sociétés;

(c) Conclusion de contrats et/ou d'engagements non usuels et/ou tout contrat important, à long terme ou onéreux;

(d) Prêts, emprunts, crédits, garanties ou indemnités;

(e) Coentreprise;

(f) Constitution de filiales;

(g) lancement ou arrangements de litiges significatifs ne relevant pas du cours normal des affaires;

(h) Actes de disposition d'actifs ayant une valeur comptable ou une valeur de marché supérieure à 50.000 USD;

(i) Approbation de budgets annuels ou autres et/ou de business plans;

(k) Contrats avec des membres du Conseil d'Administration, des actionnaires, personnes ou entités ayant un lien avec de tels membres ou actionnaires (sauf que dans ce cas, tout Administrateur ayant un intérêt en conflit avec celui de la Société dans une telle transaction en prendra pas part au vote);

(l) Investissement ne relevant pas de l'activité principale de la Société ou en relevant pas du cours normal des affaires de la Société;

(m) Disposition, résiliation, ou cessation de brevets, marques, noms de domaines, licences, ou autres droits en relation avec ceux-ci;

(n) Acceptation de tout amendement important aux conditions de brevet, marques, noms de domaines, licences ou autres droits en relation avec ceux-ci;

(o) Introduction (ou amendement) de/à tout plan de prévoyance social (y inclus, partage de bénéfice, bonus, plans d'intéressement);

(q) Dividendes intérimaires.

(2) Les décisions du Conseil d'Administration y compris celle concernant la révocation du Président sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, conformément à l'Article 14 (2) ci-dessus à condition que ces résolutions soient approuvées par au moins un Administrateur A et un Administrateur B et en cas d'égalité des voix, la voix du Président sera prépondérante. Toutes les résolutions, mentionnées à l'Article 15 (1) ci-dessus seront prises à la majorité des voix mais également avec l'approbation d'au moins un Administrateur A et d'un Administrateur B.

(3) Les décisions du Conseil d'Administration prise lors d'une réunion du Conseil d'Administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les Administrateurs présents ou représentés à la réunion, conformément à l'Article 14 (2) ci-dessus. Les procès-verbaux seront insérés dans le registre des procès-verbaux de la Société, lequel sera conservé au Siège Social.

(4) Les décisions signées par tous les membres du Conseil d'Administration seront aussi valables et effectives que celles prises en réunion tenue régulièrement. De telles décisions pourront être valablement prises sous la forme de plusieurs documents écrits de forme identique, chacun d'entre eux étant signé par un ou plusieurs Administrateurs, étant entendu que la signature de chaque Administrateur se trouvera au moins sur l'un des dits documents. Ces résolutions écrites seront insérées dans le registre des procès-verbaux de la Société, lequel sera conservé au Siège Social.

Art. 16. Délégation des pouvoirs du conseil. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs en ce qui concerne la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société, à un ou plusieurs Administrateurs, directeur(s) ou autres agents de la Société, conformément à la Loi. Une telle délégation nécessite une décision du Conseil d'Administration qui requiert la présence et/ou représentation de tous les Administrateurs et l'approbation de tous les Administrateurs.

Art. 17. Commissaires.

(1) Les informations comptables contenues dans le rapport annuel seront révisées par un ou plusieurs commissaire(s), actionnaire(s) ou non, qui seront nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée ne dépassant pas six ans. Ce (s) «commissaire (s) seront rémunérés par la Société.

(2) Le(s) commissaire(s) révisera (ont) les comptes de la Société conformément aux prescriptions légales.

Art. 18. Rémunération et indemnisation des administrateurs.

(1) A moins que l'Assemblée Générale des Actionnaires n'alloue aux Administrateurs des émoluments fixes ou proportionnels et des jetons de présence, à charge des frais généraux, le mandat des Administrateurs sera exercé à titre gratuit.

(2) La Société peut indemniser tout Administrateur ou agent de la Société des dépenses raisonnablement encourues par lui en relation avec toute action, procès ou procédure auquel il serait impliqué en raison de sa qualité d'Administrateur ou d'agent de la Société.

Titres V. - Données financières

Art. 19. Année sociale. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de cette même année.

Art. 20. Situation financière.

(1) A la fin de chaque exercice social, le Conseil d'Administration préparera un bilan et compte de profits et pertes de la Société. Les documents comptables de la Société seront établis dans la même devise que celle dans laquelle est exprimé le capital social.

(2) L'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires de la Société se verra soumettre les rapports annuels des Administrateurs et commissaire(s) et, en cas d'accord, approuvera le bilan et le compte de profits et pertes lesquels seront alors déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Art. 21. Décharge. Après adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires de la Société donnera, par vote séparé, décharge aux administrateurs et commissaire(s) conformément à la Loi.

Art. 22. Attribution des bénéfices.

(1) L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des frais généraux et de fonctionnement, charges et amortissements, constituera le bénéfice net de la Société.

(2) De ce bénéfice net, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légal. Ce prélèvement ne sera plus obligatoire lorsque le montant de cette réserve légale aura atteint le dixième du capital social souscrit.

(3) L'attribution du solde du bénéfice sera déterminée par l'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires de la Société sur proposition du Conseil d'Administration et pourra comprendre notamment la distribution de dividendes, la création ou le maintien de réserve et des provisions.

(4) Le Conseil d'Administration peut décider de la mise en distribution d'acomptes sur dividendes, conformément aux dispositions légales applicables au moment où le paiement est effectué et aux Articles 15 (1) et 15 (2) des Statuts.

Titre VI. - Dissolution et liquidation

Art. 23. Dissolution.

(1) L'Assemblée Générale des Actionnaires peut, à tout moment, décider de procéder à la dissolution de la Société sur proposition faite par le Conseil conformément à la Loi.

(2) Après avoir décidé la dissolution, l'Assemblée Générale des Actionnaires déterminera la méthode de liquidation et désignera un ou plusieurs liquidateur(s) afin de réaliser les avoirs de la Société et d'en régler les dettes.

(3) De l'actif net résultant de la liquidation des avoirs et du règlement des dettes, il sera prélevé un montant destiné au remboursement des Actions de Classe A libérées (y inclus les primes d'émission versées) et non encore rachetées, ensemble avec tous les profits accumulés et non distribués afférents à ces Actions de Classe A, qui seront distribués aux Actionnaires de Classe A. Une fois ce prélèvement complètement effectué le surplus sera alors distribué au prorata entre toutes les Actions de Classe A et les autres Actions.

Titre VII. - Dispositions générales

Art. 24. Général. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence à la date de signature des présentes et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première Assemblée Générale ordinaire annuelle des Actionnaires se tiendra le dernier vendredi du mois de mai 2014 à 14.00 heures.

Souscription

La Société ayant été ainsi constituée, les cinquante mille Actions ont été souscrites comme suit:

Actions de Classe A:

- WYCHWOOD CAPITAL PARTNERS S.à.r.l, précitée, qui a déclaré souscrire à huit mille cinq cents Actions de Classe A avec paiement d'une prime d'émission d'un montant approximatif de huit Euros et neuf cents (EUR 8,09) par Action et payer par un apport en espèces pour un montant cumulé de huit mille cinq cent Euros (EUR 8.500) ensemble avec un montant cumulé au titre des primes d'émission de soixante-huit mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf Euros (EUR 68,799)	8.500
Total Actions de Classe A: huit mille cinq cents,	8.500

Actions de Classe B:

- Mr Gary SHEPHERD, précité, qui a déclaré souscrire à dix-neuf mille six cent soixante-trois Actions de Classe B et payer par un apport en espèces pour un montant cumulé de dix-neuf mille six cent soixante-trois Euros (EUR 19.663)	19.663
- Mr Arron Gareth SHEPHERD, précité, qui a déclaré souscrire à six mille deux cent quatre-vingt-douze Actions de Classe B et payer par un apport en espèces pour un montant cumulé de six mille deux cent quatre-vingt-douze Euros (EUR 6.292)	6.292
- Mr Andrew David MEIKLE, treize mille trois cent soixante-dix Actions de Classe B et payer par un apport en espèces pour un montant cumulé de treize mille trois cent soixante-dix Euros (EUR 13.370)	13.370
Total Actions de Classe B: Trente-neuf mille trois cent vingt-cinq,	39.325

Class C Shares:

- LOBSTER MEDIA LTD, précitée, qui a déclaré souscrire à cent Actions de Classe C avec une prime d'émission de deux mille huit cent quatorze Euros et soixante-neuf centimes (EUR 2.814,69) par Action, et payer par un apport en nature pour un montant cumulé de cent Euros (EUR 100) ensemble avec ensemble avec un montant cumulé au titre des primes d'émission de deux cent quatre-vingt-un mille quatre cent soixante-neuf Euros (EUR 281.469)	100
Total Actions de Classe C: cent,	100

Class D Shares:

- Mr Gary SHEPHERD, précité, qui a déclaré souscrire mille trente-huit Actions de Classe D et payer par un apport en espèces pour un montant cumulé de mille trente-huit Euros (EUR 1.038)	1.038
- Mr Arron Gareth SHEPHERD, précité, qui a déclaré souscrire trois cent trente-deux Actions de Classe D et payer par un apport en espèces pour un montant cumulé de trois cent trente-deux Euros (EUR 332) . . .	332

- Mr Andrew David MEIKLE, précité, qui a déclaré souscrire sept cent cinq Actions de Classe D et payer par un apport en espèces pour un montant cumulé de sept cent cinq Euros (EUR 705)	705
Total Actions de Classe D: deux mille soixante-quinze,	2.075
Total des Actions: cinquante mille	50.000

Libération

Les huit mille cinq cents Actions de Classe A souscrites par WYCHWOOD Capital PARTNERS S.à.r.l, ont été entièrement libérées en espèces avec une prime d'émission d'un montant approximatif de huit Euros et neuf cents (EUR 8,09) par Action, soit un paiement de huit mille cinq cents Euros (EUR 8.500) ensemble avec un montant cumulé au titre des primes d'émission de soixante-huit mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf Euros (EUR 68,799), soit un total de soixante-dix-sept mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf Euros (EUR 77.299) ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire.

Les trente-neuf mille trois cent vingt-cinq Actions de Classe B souscrites respectivement par Mr Gary SHEPHERD, Mr Arron Gareth SHEPHERD et Mr Andrew David MEIKLE ont été entièrement libérées en espèces, soit un paiement cumulé de trente-neuf mille trois cent vingt-cinq Euros (EUR 39.325) ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire.

Les cent Actions de Class C souscrites par LOBSTER MEDIA LTD ont été entièrement libérées en nature avec une prime d'émission de deux mille huit cent quatorze Euros et soixante-neuf centimes (EUR 2.814,69) par Action, soit un apport en nature pour un montant cumulé de cent Euros (EUR 100) ensemble avec un montant cumulé au titre des primes d'émission de deux cent quatre-vingt-un mille quatre cent soixante-neuf Euros (EUR 281.469), soit un paiement en nature de deux cent quatre-vingt-un mille cinq cent soixante-neuf Euros (EUR 281.569), pour l'apport de Droits de Propriété Intellectuels ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire par le rapport qui suit.

Rapport du reviseur

L'apport de Droits de Propriété Intellectuels ci-avant est certifié par un rapport établi par un réviseur d'entreprises indépendant, Audit Conseil Services S.à.r.l, ayant pour adresse professionnelle L-8011 Strassen, 282, route d'Arlon 283, daté du 13 août 2013 conformément à l'article 26-1 of la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, qui conclut de la manière suivante:

"Conclusion

Based on the work performed, nothing has come to our attention which can make us believe that the value of the IP rights to be contributed to the Company does not correspond at least to the number and nominal value of the one hundred class C shares of the Company to be issued and corresponding share premium."

Ledit rapport, signé "ne varietur" par les comparants et le Notaire soussigné, restera annexe au présent acte pour être enregistré avec lui auprès de l'administration de l'enregistrement.

Les deux mille soixante-quinze Actions de Classe D souscrites respectivement par Mr Gary SHEPHERD, Mr Arron Gareth SHEPHERD et Mr Andrew David MEIKLE ont été entièrement libérées en espèces, soit un paiement cumulé de deux mille soixante-quinze Euros (EUR 2.075) ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire.

Fondateurs

Les comparants préqualifiés se considèrent fondateurs de la Société.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir constaté que les conditions exigées par l'Article 26 de la loi du 10 août 1915 ont été observées et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à EUR 3.500.

Assemblée générale extraordinaire

A l'instant, les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, s'est constituée en Assemblée Générale des Actionnaires et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes:

1. Sont appelés aux fonctions d'Administrateurs:

Directeur de Classe A:

- Mr John Paul KEANE, administrateur de sociétés, ayant pour adresse professionnelle, L-2340 Luxembourg, 21 rue Philippe II.

- Mr Colin Enright, «chief operating officer ayant pour adresse 8 Peartree Field, Blackrock, Nussbaum, Dublin»

Directeurs de Classe B:

- Mr Gary SHEPHERD, avec adresse à Dubai (Emirats Arabes Unis), Appartement 1308, Marina résidence block C, Palm Jumeriah,

- Mr Arron Gareth SHEPHERD, avec adresse à SW62FS Londres (Royaume-Uni), Chelsea Creek, Doulton House, Flat 24,

- Mr Andrew David MEIKLE, avec adresse à SW6 7NJ Londres SW6 7NJ (Royaume-Uni), Chaldon Road, 2,

2. Le nombre de commissaires est fixé à un (1).

3. Est appelé à la fonction de commissaire:

Certifica Luxembourg S.à.r.l., société à responsabilité Limitée, 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, RCS Luxembourg B 86770.

4. les mandats des Administrateurs et du commissaire ci-avant nommés prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en 2019 ou à l'issue de la séance ajournée d'une telle assemblée.

5. Le Siège Social de la Société est établi à 1, Rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants sus-mentionnés les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passée à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Kanczuga et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 septembre 2013. LAC/2013/41022. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147061/1127.

(130179405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Mars Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1446 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 57.236.

EXTRAIT

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 23 septembre 2013:

1. Révocation avec effet immédiat de Monsieur Johan Cuypers du poste d'administrateur de la Société;

2. Nomination de Madame Rose-Marie de Pitteurs, née le 10 juin 1931 à Elisabethville(République Démocratique du Congo), établie professionnellement au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, au poste d'administrateur de la Société avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013140736/15.

(130171938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Optimal Security S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1243 Luxembourg, 63, rue felix de Blochausen.

R.C.S. Luxembourg B 77.670.

Assemblée Générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2013.

Lors de cette assemblée générale extraordinaire concernant la Société Optimal Security SARL enregistrée sous le numéro de registre B77.670 il y été décidé par le Gérant Monsieur Laurent Vuillermoz de changer l'adresse du siège Sociale de la dite Société Optimal Security SARL. Le nouveau siège social de la Société est fixé au: 63 rue felix de Blochausen L1243 Luxembourg.

L'adresse de résidence du gérant a également changée et est maintenant située au:

146674

63 rue Felix de Blochausen L1243 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013 en deux exemplaires.

Signature.

Référence de publication: 2013137707/15.

(130167900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Global Performance 17 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 180.980.

STATUTS

L'an deux mille treize, le trente septembre.

Par-devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Trief Corporation S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois au capital de € 1.047.025.000 dont le siège social est sis 115, Avenue Gaston Diderich, L- 1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 50.162 («Trief»),

dûment représentée par M. Jean-Yves Hémerly, demeurant professionnellement 115, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 30 septembre 2013.

2) Oranje-Nassau Investments BV, une société constituée et régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Rembrandt Tower, 22nd floor, Amstelplein 1, 1096 HA, Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 54053137 («ONI»),

dûment représentée par M. Jean-Yves Hémerly, demeurant professionnellement 115, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Amsterdam, le 25 septembre 2013.

Les procurations signées "ne varietur" par les comparants et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, agissant selon la capacité décrite ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Définitions

«Action»	Toute action de la Société quelle que soit la Catégorie d'Actions à laquelle elle appartient.
«Actions de Catégorie AM1»	Les actions de Catégorie AM1 émises par la Société, telles que définies à l'Article 5.1 des Statuts.
«Actions de Catégorie BM1»	Les actions de Catégorie BM1 émises par la Société, telles que définies à l'Article 5.1 des Statuts.
«Actionnaire»	Tout actionnaire de la Société, en ce compris les Actionnaires de Catégorie AM1 et les Actionnaires de Catégorie BM1.
«Actionnaire de Catégorie AM1»	Toute personne détenant une ou plusieurs Actions de Catégorie AM1 émises par la Société.
«Actionnaire de Catégorie BM1»	Toute personne détenant une ou plusieurs Actions de Catégorie BM1 émises par la Société.
«Actionnaires Fondateurs»	Trief et ONI.
«Administrateurs de Catégorie 1»	Désignent les administrateurs désignés comme tel à l'Article 14.2 des Statuts.
«Administrateurs de Catégorie 2»	Désignent les administrateurs désignés comme tel à l'Article 14.2 des Statuts.
«Catégorie d'Actions»	Toute catégorie d'Actions émises par la Société.
«Conseil d'Administration»	Le conseil d'administration de la Société.
«Date de Réalisation de l'Investissement»	Désigne la date réelle de réalisation du premier investissement dans la Société Cible et/ou Société Opérationnelle concernée par la Société ou le Groupe Wendel.
«Dernier Evènement de Liquidité»	Désigne l'un des événements suivants affectant la dernière Société Cible ou la dernière Société Opérationnelle détenue par la Société: (i) toute opération emportant directement ou indirectement la cession totale de la dernière Société Cible et Société Opérationnelle à un tiers au Groupe Wendel, (ii) toute opération emportant directement ou indirectement un changement du contrôle du Groupe Wendel et/ou de la Société sur la dernière Société Cible ou la

	<p>dernière Société Opérationnelle ou toute cession ou tout remboursement portant sur plus de 50% des instruments financiers de toute nature détenus directement ou indirectement par le Groupe Wendel et/ou la Société dans la dernière Société Cible ou la dernière Opérationnelle,</p> <p>(iii) l'IPO de la dernière Société Cible et la dernière Société Opérationnelle.</p> <p>le 30 septembre 2024 ou le 30 septembre 2025.</p>
"Dernier Événement de Liquidité Final"	
«Devise de Référence»	Devise dans laquelle est calculée la Valeur Nette d'Inventaire de la Société et/ou d'une Catégorie d'Actions conformément aux dispositions de la section «j». Détermination de la Valeur Nette d'Inventaire».
«Evènement de Liquidité»	désigne un Evènement de Liquidité Intermédiaire ou un Dernier Evènement de Liquidité selon le cas;
«Evènement de Liquidité Intermédiaire»	l'un des événements suivants affectant une Société Cible ou une Société Opérationnelle détenue par la Société:
«Filiale»	<p>(i) toute opération emportant directement ou indirectement la cession totale d'une Société Cible ou une Société Opérationnelle à un tiers au Groupe Wendel,</p> <p>(ii) toute opération emportant directement ou indirectement un changement du contrôle du Groupe Wendel et/ou de la Société sur une Société Cible ou une Société Opérationnelle ou toute cession ou tout remboursement portant sur plus de 50% des instruments financiers de toute nature détenus directement ou indirectement par le Groupe Wendel et/ou la Société dans une Société Cible ou une Société Opérationnelle, ou</p> <p>(iii) l'IPO d'une Société Cible ou d'une Opérationnelle.</p>
«Gestionnaire»	Toute société dans laquelle une société détient directement ou indirectement plus de 50% du capital ou des droits de vote, ou dans laquelle cette société dispose du droit de nommer la majorité des administrateurs ou gérants.
«Groupe Cible»	Signifie la Société Cible et/ou Société Opérationnelle, ses Filiales et ses Participations.
«Groupe Wendel»	Signifie Wendel et ses Filiales à l'exclusion de la Société, ses Filiales et ses Participations.
«Investisseurs»	Chacun des titulaires des Actions ainsi que de la /des Part(s) Bénéficiaire(s) émise(s) par la Société.
«Investisseur Averti»	Désigne l'investisseur averti tel qu'il est défini à l'article 2 de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR).
«IPO»	L'introduction d'une Société Cible et/ou Société Opérationnelle sur un marché réglementé.
«Jour d'Evaluation»	Jour de calcul de la Valeur Nette d'Inventaire.
«Jour Ouvrable»	Tout jour ouvrable bancaire à Luxembourg.
«Loi de 1915»	Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.
«ONL»	Oranje-Nassau Investments BV, une société constituée et régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Rembrandt Tower, 22 nd floor, Amstelplein 1, 1096 HA, Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 54053137
«Part Bénéficiaire»	La ou les Part(s) Bénéficiaire(s) émise(s) par la Société et bénéficiant des droits tels que précisés dans la section «E. Titres».
«Participation»	Désigne les titres de capital ou tous autres titres donnant accès au capital ou tous autres instruments financiers représentatifs de créances ou conférant une exposition ou un intérêt économique quant aux Sociétés Cibles ou Opérationnelles, que ces titres ou instruments aient été acquis ou souscrits de manière directe ou indirecte par la Société.
«Registre»	Le Registre des Actions et/ou le Registre des Parts Bénéficiaires tels que définis à l'Article 6.2 des Statuts.
«Réviseur d'Entreprises»	L'entité responsable des fonctions telles que définies à l'Article 24 des Statuts.
«Société»	Global Performance 17 S.A.
«Société Cible»	Désigne une société cible constituant l'un des investissements principaux de la Société tel que défini par le Conseil d'Administration.
«Société Opérationnelle»	Désigne la société opérationnelle constituant l'investissement sous-jacent d'une Société Cible tel qu'identifié par le Conseil d'Administration.
«Statuts»	Les statuts de la Société.

«Titres»	Toutes Actions et/ou Part(s) Bénéficiaire(s) émises par la Société.
«Trief»	Trief Corporation S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois au capital de € 1.047.025.000 dont le siège social est sis 115, Avenue Gaston Diderich, L- 1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 50.162.
«Valeur Nette d'Inventaire»	La valeur nette d'inventaire de la Société, ou de chaque Action par Catégorie d'Actions selon le cas, calculée conformément aux dispositions de la section «J. Détermination de la Valeur Nette d'Inventaire».
«Wendel»	Wendel, société anonyme de droit français au capital de € 194.404.520,- dont le siège social est sis 89, rue Taitbout, F-75009 Paris, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 174 035.
«Winvest Conseil»	Winvest Conseil S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée le 21 décembre 2006 pour une durée illimitée avec un capital social de € 12.500,- et ayant son siège social au 115, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.591.

B. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des Actions ci-après créées une société, sous la forme d'une société anonyme (S.A.) sous la dénomination de Global Performance 17 S.A.

La Société sera régie par la Loi de 1915.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision du Conseil d'Administration. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

C. Capital social

Art. 5.1. Le capital souscrit est fixé à trente-six mille euros (EUR 36000), représenté par cent quatre-vingt-dix-huit mille (198.000) Actions de Catégorie AM1 et par deux mille (2.000) Actions de Catégorie BM1, d'une valeur nominale de dix-huit cents d'euro (EUR 0,18) chacune.

5.2. Le capital autorisé, en ce compris le capital social émis, est fixé à un milliard sept cent cinquante millions d'euros (EUR 1.750.000.000). Le Conseil d'Administration est autorisé, sans limite de temps, à augmenter le capital de la Société, en une ou plusieurs fois, par l'émission de nouvelles Actions, ou par l'augmentation de la valeur nominale des Actions émises, ou à accorder à de nouveaux actionnaires ou aux Actionnaires des options de souscription pour des Actions de la Société, selon les dispositions qu'il déterminera.

L'augmentation de capital social de la Société sera consignée dans un acte notarié établi à la demande du Conseil d'Administration ou de son représentant dûment autorisé, dans un délai d'un mois à compter de la date d'émission des Actions ou de la date à laquelle la valeur nominale des Actions émises a été augmentée, selon une résolution du Conseil d'Administration décidant cette augmentation, sur présentation des documents attestant les souscriptions et paiements à la Société, le cas échéant.

Toute augmentation de capital, que ce soit à l'initiative du Conseil d'Administration, dans le cadre de l'autorisation ci-dessus, ou par résolution de l'assemblée générale des Actionnaires, devra en tout état de cause respecter les conditions suivantes:

(i) les Actions de Catégorie AM1 devront représenter quatre-vingt-dix-neuf pour cent (99 %), et les Actions de Catégorie BM1 devront représenter un pour cent (1 %) des Actions souscrites par cette augmentation de capital, et

(ii) le montant total des souscriptions reçues au titre des Actions de Catégorie BM1 devra représenter un pour cent (1 %) du montant total de l'investissement réalisé à cette occasion.

5.3. Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

5.4. La Société peut accepter d'émettre des Actions en contrepartie d'apports en valeurs mobilières ou autres actifs pour autant, d'une part, que ces valeurs ou actifs soient conformes à l'objet social de la Société et à la politique d'investissement de la Société d'autre part, que cet apport soit fait en conformité avec les lois applicables au Luxembourg, en particulier avec l'obligation d'obtenir, le cas échéant, un rapport d'un réviseur d'entreprises agréé qui sera disponible pour inspection. Tous les frais relatifs à un apport en nature seront à la charge de la Société.

D. Titres

Art. 6.1. La Société peut émettre des Actions ainsi que des Parts Bénéficiaires. La Société a émis une (1) Part Bénéficiaire.

6.2. Les Titres sont et resteront nominatifs. Les Titres sont exclusivement réservés aux Investisseurs Avertis. La Société ne devra ni émettre, ni exécuter de transfert de Titres vers un investisseur qui ne satisfera pas à cette disposition.

L'inscription du nom de l'Actionnaire ou du porteur de Part(s) Bénéficiaire(s) au registre des Actions nominatives (le «Registre des Actions») ou, selon le cas, au registre des Parts Bénéficiaires (le «Registre des Parts Bénéficiaires») atteste de son droit de propriété au titre de ces Titres. Les certificats d'Actions ou de Parts Bénéficiaires seront émis à la discrétion du Conseil d'Administration.

Chaque Registre devra être conservé soit par le Conseil d'Administration au siège de la Société, soit par une ou plusieurs des personnes désignées à cet effet par le Conseil d'Administration; il devra comporter le nom de chaque porteur de Titres, son domicile, siège social ou domicile élu, le nombre et la catégorie des Titres détenus par ce porteur de Titres, ainsi que le montant réglé pour chacun desdits Titres. L'information contenue dans chaque Registre sera considérée comme véridique et à jour et les adresses qui y seront inscrites pourront en particulier être utilisées pour l'envoi des convocations et des communiqués tant que la Société n'aura pas été informée du contraire.

Les transferts des Titres devront être enregistrés dans le Registre concerné dès remise à la Société du formulaire de transfert fourni à cet effet par le Conseil d'Administration ainsi que d'autres instruments de transfert que celui-ci pourra exiger et des certificats, s'il en a été émis.

6.3. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par Titre; si la propriété d'un Titre est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur ce Titre devront désigner un mandataire unique pour représenter ce Titre à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7.1. Chaque Action donne droit à une voix à chaque assemblée générale des Actionnaires de la Société.

7.2. Tout nouvel actionnaire ou Actionnaire peut souscrire des Actions de Catégorie AM1 et/ou des Actions de Catégorie BM1, à la (aux) date(s) ou période(s) déterminée(s) par la Société ainsi que, le cas échéant, à chaque assemblée générale des Actionnaires d'une Catégorie d'Actions.

Les Actions de Catégorie AM1 ainsi souscrites devront être émises pour une valeur nominale de dix-huit centimes d'euro (EUR 0,18) et les Actions de Catégorie BM1 devront être émises pour une valeur nominale de dix-huit centimes euro (EUR 0,18), chacune sans prime d'émission.

Des fractions d'Actions pourront être émises jusqu'à trois décimales et supporteront les droits selon la fraction de l'Action qu'ils représentent mais ne seront pas assorties de droit de vote, sauf dans la mesure où elles représentent la totalité d'une Action, auquel cas elles confèrent un droit de vote.

Les souscriptions des Actions se feront hors droit de préférence, sauf décision contraire du Conseil d'Administration ou de l'assemblée générale des Actionnaires, selon le cas.

Le Conseil d'Administration se réserve le droit de refuser toute demande de souscription à son entière discrétion.

Les modes de paiement de ces souscriptions sont déterminés par le Conseil d'Administration ou par l'assemblée générale des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration ou l'assemblée générale des Actionnaires selon le cas pourra décider que les Actions devront soit être entièrement libérées ou être libérées à concurrence du montant qu'il/elle aura déterminé pour autant que ce montant ne puisse être inférieur à 25% du capital souscrit par chaque Actionnaire / Investisseur.

7.3. Les Actionnaires ne sont autorisés à convertir les Actions d'une Catégorie d'Actions en une autre Catégorie d'Actions que pour autant que cette conversion soit expressément autorisée par l'assemblée générale des Actionnaires.

Art. 8. Toute Part Bénéficiaire donnera droit à une voix lors de toute assemblée générale des Actionnaires de la Société, ainsi que le cas échéant, lors de toute assemblée générale des Actionnaires d'une Catégorie d'Actions. Elle y disposera également d'un droit de veto en ce qu'aucune décision de l'assemblée générale concernée ne pourra être prise sans le vote positif de son titulaire.

L'assemblée générale des Actionnaires statuant conformément à l'Article 27 des Statuts pourra créer des Parts Bénéficiaires additionnelles.

Les droits et obligations attachés à ces Parts Bénéficiaires seront alors déterminés par cette même assemblée en ce compris avec l'accord des titulaires existants de Part(s) Bénéficiaire(s).

Les droits et obligations attachés aux Parts Bénéficiaires ne peuvent pas être altérés ou modifiés sans l'accord préalable de leur(s) titulaire(s).

E. Rachat et Transfert des titres

Art. 9.1. La Société peut forcer le rachat de ses Titres conformément aux dispositions de l'Article 5.3 des Statuts dans le cadre de sa politique de distribution telle que visée à l'Article 23 des Statuts. Les porteurs de Titres ne pourront exiger le rachat de leurs Titres que dans le cadre de la politique de distribution précitée.

9.2. Les Titres peuvent également faire l'objet d'un rachat forcé par la Société si l'Investisseur cesse d'être, ou se trouve ne pas être, un Investisseur Averti.

En cas de rachat forcé faisant suite à la perte de la qualité d'Investisseur Averti, le prix de rachat sera égal au plus élevé du prix de souscription des Titres concernés, ou de la dernière Valeur Nette d'Inventaire de ces Titres, sous réserve de tout autre accord à intervenir ou intervenu entre les parties.

9.3. Les Titres peuvent également faire l'objet d'un rachat forcé par les Actionnaires Fondateurs si l'Investisseur ne procède pas à la libération des Titres qu'il a souscrits dans le délai de 15 jours suivant la notification faite par le Conseil d'Administration, l'informant de la réalisation d'une augmentation de capital par augmentation de la valeur nominale des Actions, sans création d'actions nouvelles notamment par la voie du capital autorisé.

En cas de rachat forcé faisant suite à un tel défaut de libération du capital, le prix de rachat pour l'ensemble des Titres concernés sera égal à un euro (EUR1). Le transfert de propriété des Titres concernés sera enregistré dans le registre des actionnaires de la Société sur instruction du Conseil d'Administration suite à la simple présentation par l'Actionnaire Fondateur de la preuve du versement du prix de rachat sur le compte de la Société qui se portera for du règlement de cette somme à l'Actionnaire concerné.

Art. 10.1. Les Titres ne peuvent être transférés qu'à un Investisseur Averti. Le transfert des Titres ainsi que le nantissement ou l'octroi de toute sûreté portant sur des Titres sont en outre soumis à l'agrément préalable du Conseil d'Administration, en ce compris l'accord d'au moins un Administrateur de Catégorie 1. Le Conseil d'Administration exercera ce droit dans le meilleur intérêt de la Société et des Investisseurs et ne pourra refuser un tel agrément déraisonnablement. Un tel agrément ne sera toutefois pas requis pour le transfert de Titres au profit d'une entité du Groupe Wendel.

10.2. Chaque transfert d'Actions est soumis à un accord écrit du cessionnaire préalable au transfert dans lequel celui-ci s'engage pleinement et complètement à assumer les obligations restantes du cédant, en vertu du contrat de souscription que ce dernier a le cas échéant souscrit avec la Société, et de tout autre engagement qu'il aurait conclu avec la Société en sa qualité d'Actionnaire.

Le Conseil d'Administration peut néanmoins déroger à cette disposition dans l'intérêt de la Société.

F. Détermination des objectifs et de la politique d'investissement

Art. 11. Le Conseil d'Administration détermine les objectifs et la politique d'investissement de la Société, ainsi que la conduite de la gestion et des affaires de la Société, conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

G. Assemblée générale des Actionnaires

Art. 12. L'assemblée des Actionnaires régulièrement constituée représentera tous les Actionnaires de la Société ou, selon le cas, de la Catégorie d'Actions concerné(e). Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société ou de la Catégorie d'Actions.

Les Actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, le lieu et l'heure de l'assemblée, les conditions d'admission à celle-ci et les conditions de quorum et de majorité applicables prévues par la Loi de 1915 ou par les Statuts, envoyé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant l'assemblée à chaque Actionnaire à son adresse portée au Registre.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent qu'ils ont été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, les assemblées générales peuvent avoir lieu sans avis de convocation.

Art. 13.1. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se réunit le dernier mardi du mois de juin à 14.00 heures, au siège social ou dans tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'assemblée générale annuelle se réunit le premier Jour Ouvrable suivant.

13.2. Toutes les assemblées générales des Actionnaires ou, selon le cas, d'une Catégorie d'Actions, sont présidées par le président du Conseil d'Administration et, en cas d'absence de sa part, par un administrateur ou une autre personne nommée à cet effet par les Actionnaires. Le président d'une telle assemblée générale désigne un secrétaire chargé de dresser les procès-verbaux de l'assemblée.

13.3. Tout Actionnaire pourra prendre part aux assemblées d'Actionnaires en désignant par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen écrit, une autre personne parmi les Actionnaires ou les membres du Conseil d'Administration, comme son mandataire.

13.4. Chaque actionnaire peut voter par un formulaire de vote envoyé par courrier ou télécopie au siège social de la Société ou à l'adresse précisée dans l'avis de convocation. Les actionnaires peuvent uniquement utiliser les formulaires de vote fournis par la Société et contenant au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour, la ou les proposition(s) soumise(s) à la décision de l'assemblée, ainsi que, pour chaque proposition, trois cases permettant à l'actionnaire de voter en faveur de, contre ou de s'abstenir de voter pour chaque proposition en cochant la case appropriée.

Les formulaires de vote n'indiquant pas un vote, que ce soit pour ou contre la résolution proposée, ou une abstention, sont nuls. La Société prendra uniquement en compte les formulaires de vote reçus avant l'assemblée générale à laquelle elles se rapportent.

13.5. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi de 1915 ou les présents Statuts, les décisions d'une assemblée des Actionnaires ou, selon le cas, d'une Catégorie d'Actions, dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des Actionnaires présents ou représentés.

H. Conseil d'Administration

Art. 14.1. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires.

14.2. Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des Actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs seront élus pour un terme qui n'excédera pas (4) quatre exercices, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus.

Un membre au moins du Conseil d'Administration sera élu sur une liste de candidats établie par le(s) détenteur(s) de (des) Part(s) Bénéficiaire(s) à la majorité simple des voix attachées à cette (ces) Part(s) Bénéficiaire(s) («Administrateur de Catégorie 1») Les autres membres seront élus conformément aux dispositions de la Loi de 1915 («Administrateurs de Catégorie 2»).

14.3. Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des Actionnaires. En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale des Actionnaires procédera à l'élection définitive lors de sa prochaine réunion et choisira, en cas de vacance d'un poste d'Administrateur de la Catégorie 1, le nouvel administrateur sur une liste de candidats établie par le(s) détenteur(s) de la (des) Part(s) Bénéficiaire(s).

Art. 15.1. Le Conseil d'Administration choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées générales des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs dont au moins un Administrateur de Catégorie 1, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration; en son absence le Conseil d'Administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à la réunion une autre personne pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions. Le président du Conseil d'Administration, ou en son absence, le président pro tempore, bénéficiera d'une voix prépondérante en cas d'égalité des votes.

15.2. Un avis de convocation à toute réunion du Conseil d'Administration doit être adressé par écrit à tous les administrateurs par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf (i) s'il y a urgence, auquel cas la convocation pourra se faire sans délai et sans formalités ou (ii) à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

15.3. Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs membres du Conseil d'Administration.

15.4. Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

15.5. Une réunion du Conseil d'Administration peut aussi être tenue au moyen d'une conférence téléphonique ou d'une conférence vidéo ou par d'autres moyens de télécommunication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres.

15.6. Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du Conseil d'Administration dont au moins un Administrateur de Catégorie 1.

Sauf dispositions contraires des Statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

15.7. Le Conseil d'Administration peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et s'étant régulièrement tenue. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les administrateurs sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque administrateur, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

Art. 16. Les procès-verbaux de toutes les réunions du Conseil d'Administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, le président désigné pro tempore ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, le président désigné pro tempore ou par deux administrateurs.

Art. 17.1. Le Conseil d'Administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou par les présents Statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration.

17.2. La gestion journalière de la Société est déléguée (i) au président du Conseil d'Administration ainsi qu'à (ii) toute (s) autre(s) personne(s) désignée(s) par le Conseil d'Administration, qui n'est (sont) pas tenu(es) d'être administrateur ou actionnaire. Les délégués à la gestion journalière peuvent chacun agir seul ou conjointement. Le Conseil d'Administration peut révoquer, y compris pour le président du Conseil d'Administration, cette délégation à tout moment.

Une décision expresse du Conseil d'Administration sera requise pour les actes et transactions en rapport avec la gestion journalière décrits ci-après:

- Toute transaction et/ou conclusion de contrat ayant une valeur supérieure à cent cinquante mille euros (EUR 150.000);
- La souscription d'emprunt, ligne de crédit ou de financement, octroi de garantie ou de suretés exposant la Société à des engagements excédants le montant de cent cinquante mille euros (EUR 150.000);
- L'engagement de toute procédure au nom de la Société devant un tribunal;
- L'acquisition ou la cession d'intérêts dans toute entreprise par la Société excédant le montant de cent cinquante mille euros (EUR 150.000).

17.3. La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataires de la Société.

Art. 18. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe d'un Administrateur de Catégorie 1 et de tout autre administrateur (indépendamment de la catégorie d'administrateur à laquelle il appartient), (ii) par la signature individuelle du ou des délégué(s) à la gestion journalière dans les conditions prévues à l'article 17.2 et (iii) par la/les signature(s) de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration et dans la limite de cette délégation.

I. Gestionnaire

Art. 19. Le Gestionnaire est chargé d'émettre des recommandations à l'attention du Conseil d'Administration quant à la stratégie générale d'investissement et de désinvestissement de la Société.

De plus, le Gestionnaire est chargé de mettre en œuvre les décisions adoptées par le Conseil d'Administration et de mettre en œuvre, sous la supervision du Conseil d'Administration, la stratégie générale de la Société.

J. Détermination de la Valeur Nette d'Inventaire

Art. 20. La Valeur Nette d'Inventaire de la Société et de chaque Action par Catégorie d'Actions est déterminée par le Conseil d'Administration:

- au minimum quatre fois par an, les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année;
- à la date de survenance d'un Événement de Liquidité Intermédiaire ou du Dernier Événement de Liquidité (étant entendu qu'en cas d'IPO, le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire sera effectué au jour de l'introduction en bourse et à l'issue de la période de 6 mois suivant le jour de première cotation d'une Société Cible et/ou Société Opérationnelle donnée;
- ainsi qu'à toute autre date déterminée par le Conseil d'Administration; chacun un «Jour d'Evaluation».

L'évaluation des actifs se basera sur la juste valeur, laquelle sera déterminée suivant les modalités décrites ci-après, conformément aux standards professionnels applicables, tels que les lignes directrices d'évaluation («Valuation Guidelines») édictées par la «European Private Equity and Venture Capital Association» (EVCA) et en vigueur à la date concernée.

La Valeur Nette d'Inventaire des Actions de Catégorie BM1 sera calculée à chaque Jour d'Evaluation dans la Devise de Référence conformément aux dispositions de la politique de distribution déterminée par le Conseil d'Administration. La Valeur Nette d'Inventaire de l'ensemble des Actions de Catégorie AM1 sera égale à la différence entre la Valeur Nette d'inventaire de la Société et la Valeur Nette d'Inventaire de l'ensemble des Actions de Catégorie BM1 étant entendu que le montant des intérêts courus, éventuellement capitalisés, seront déduits du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des Actions de Catégorie BM1.

La Valeur Nette d'Inventaire de la Société calculée à chaque Jour d'Evaluation dans la Devise de Référence est égale à l'actif net réévalué de la Société.

La Valeur Nette d'Inventaire de la Société sera égale, sans que cette valeur puisse être négative, à la somme de (i) la Valeur de la Participation (telle que calculée au paragraphe A ci-après) pour chaque Société Cible ou Société Opérationnelle et (ii) de la valeur des autres actifs de la Société diminuée de la valeur des autres passifs de la Société (telles que calculées au paragraphe B ci-après).

A/ Détermination de la Valeur d'une Participation dans une Société Cible ou Société Opérationnelle

1. En l'absence du Dernier Événement de Liquidité ou d'un Événement de Liquidité Intermédiaire

La Valeur de la Participation concernant une Société Cible ou Société Opérationnelle est égale à (i) la valeur des capitaux propres de la Société Cible ou Société Opérationnelle multipliée par le pourcentage de détention économique de la Société dans la Société Cible ou Société Opérationnelle au Jour d'Evaluation augmentée (ii) de la Valeur des créances que la Société détient à l'égard de la Société Cible ou Société Opérationnelle.

Où:

Le pourcentage de détention économique de la Société dans la Société Cible et/ou Société Opérationnelle est déterminé en fonction des caractéristiques des instruments de capitaux propres de cette société détenus par la Société, les co-investisseurs et les managers-investisseurs.

Les créances détenues par la Société dans la Société Cible ou Société Opérationnelle seront valorisées à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non payés (valeur retenue dans le calcul de la dette financière brute de cette société). Si la valeur des capitaux propres de cette société est négative, le Conseil d'Administration pourra prendre une provision sur ces créances s'il le juge nécessaire.

La valeur des capitaux propres de la Société Cible ou Société Opérationnelle est déterminée par différence entre la valeur d'entreprise de cette société et l'endettement financier net de cette société (dette financière brute au nominal augmentée des intérêts courus non payés - trésorerie).

Si la valeur des capitaux propres de la Société Cible ou Société Opérationnelle est négative, la valeur retenue pour le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire de la Société sera égale à zéro.

La principale méthode retenue pour l'appréciation de la valeur d'entreprise sera la méthode des multiples boursiers. La valeur d'entreprise est obtenue en multipliant les soldes intermédiaires de gestion par les multiples de capitalisation boursière des sociétés comparables retenues, sans prime de contrôle, ni décote d'illiquidité.

Les soldes intermédiaires de gestion retenus pour le calcul sont, à titre principal, l'EBITDA récurrent (excédent brut d'exploitation récurrent) et l'EBITA récurrent (résultat d'exploitation récurrent avant écriture d'allocation des écarts d'acquisition). Ces soldes récurrents sont retraités, le cas échéant, des éléments exceptionnels.

L'échantillon des sociétés comparables est stable dans le temps. Celui-ci est ajusté uniquement lorsqu'un comparable n'est plus pertinent (celui-ci est alors sorti de l'échantillon) ou lorsqu'une société est nouvellement considérée comme faisant partie des comparables de la Société Cible et/ou Société Opérationnelle valorisée.

L'échantillon permet de déterminer des multiples sectoriels moyens qui sont retenus pour déterminer la valeur d'entreprise de la Société Cible et/ou Société Opérationnelle concernée. Les sociétés composant l'échantillon ont un flottant assez important; les variantes des cours représentent l'évolution de leur valeur d'entreprise et, de plus, ces sociétés sont suivies par plusieurs analystes qui publient régulièrement sur la société et sur le secteur concerné; les estimations de ces analystes sont retenues pour calculer les multiples prévisionnels qui permettent d'intégrer les perspectives de croissance des sociétés et du secteur considéré.

Le Conseil d'Administration pourra, en le justifiant, pondérer les résultats ainsi obtenus en recourant à une autre méthode standard d'évaluation, comme les multiples de transaction ou l'actualisation des flux de trésorerie disponibles, s'il juge qu'une telle évaluation reflète mieux la valeur d'entreprise réelle de la Société Cible et/ou Société Opérationnelle concernée.

Les investissements dans des sociétés non cotées seront valorisés à leur prix de revient pendant les douze premiers mois qui suivent leur acquisition sauf si des événements significatifs pouvant impacter la valorisation desdites sociétés devaient survenir, auxquels cas ces investissements seront évalués conformément à ce qui précède. Après la période précitée des douze premiers mois, les investissements seront évalués conformément aux dispositions qui précèdent.

Toutes valeurs mobilières cotées ou négociées sur une bourse de valeurs ou sur tout autre marché réglementé sont évaluées en retenant la moyenne des cours de clôture des vingt séances précédent l'évaluation.

2. En cas de survenance d'un Evénement de Liquidité Intermédiaire ou d'un Dernier Evènement de Liquidité tel que prévu aux paragraphes (i) à (iii) de ces définitions

En cas de survenance d'un Evénement de Liquidité Intermédiaire ou d'un Dernier Evènement de Liquidité tel que prévu aux paragraphes (i) à (iii) de la définition «Evénements de Liquidité Intermédiaire», la Valeur de la Participation de la Société Cible ou Société Opérationnelle concernée par l'Evénement de Liquidité Intermédiaire sera déterminée par transparence pour 100% de la Participation comme suit (sans que cette valeur puisse être négative):

(i) En cas de survenance d'un Evénement de Liquidité Intermédiaire ou d'un Dernier Evènement de Liquidité tel que prévu aux paragraphes (i) et (ii) de ces définitions, la Valeur de la Participation sera déterminée par transparence sur la base du prix de cession ou de la valeur retenue dans le cadre de la parité d'échange;

(ii) En cas de survenance d'un Evénement de Liquidité Intermédiaire ou d'un Dernier Evènement de Liquidité tel que prévu au paragraphe (iii) de ces définitions, il sera procédé au calcul en deux temps:

a. au jour de la première cotation, la Valeur de la Participation sera déterminée par transparence sur la base du cours d'introduction en bourse de la Société Cible et/ou Société Opérationnelle concernée, puis

b. à l'échéance de six mois suivant le jour de première cotation de la Société Cible et/ou Société Opérationnelle concernée, la Valeur de la Participation sera déterminée par transparence sur la base de la moyenne des cours de bourse de clôture sur la période de six mois suivant le jour de première cotation de la Société Cible et/ou Société Opérationnelle concernée.

Dans le cas où le prix de cession du Groupe Cible comprendrait une clause d'ajustement du prix à la hausse ou à la baisse, dont le montant n'est pas déterminé ou déterminable à la date de l'Evénement de Liquidité concerné, la Valeur de la Participation pourra être ajustée, en recourant si nécessaire à un expert indépendant, d'un montant forfaitaire correspondant à la partie non déterminée du prix de cession du Groupe Cible concerné.

La Valeur Nette d'Inventaire de la Société devra être diminuée de l'ensemble des frais de transaction engagés par la Société au titre de l'Evénement de Liquidité.

Pour les autres Sociétés Cibles ou Sociétés Opérationnelles non concernées par cet Evènement de Liquidité Intermédiaire, la Valeur de Participation pour chacune de ces sociétés sera déterminée comme définit au 1.

3. En cas de survenance du Dernier Evènement de Liquidité Final La Valeur de la Participation sera déterminée comme suit:

- pour les Sociétés Cibles ou Sociétés Opérationnelles ayant fait l'objet d'un Evènement de Liquidité, la Valeur de la Participation sera déterminée conformément au paragraphe 2 ci-dessus;

- pour les autres Sociétés Cibles ou Sociétés Opérationnelles, la Valeur de Participation sera déterminée à dire d'expert sur la base de méthodes multicritères de valorisation de la Société Cible ou Société Opérationnelle (comparables boursiers, transactions comparables, actualisation de flux de trésorerie disponibles, etc.), sans prime de contrôle ni décote d'illiquidité.

L'expert nommé par le Conseil d'Administration devra être indépendant de chacun des Actionnaires de la Société, du Groupe Wendel et du Groupe Cible. Il devra être choisi parmi les cabinets spécialisés en valorisation de réputation internationale.

On entend par indépendance l'absence d'une situation de conflits d'intérêts de l'expert qui peut être notamment caractérisée par:

- L'existence de liens juridiques ou de liens en capital avec la Société, l'un des Actionnaires, le Groupe Wendel ou le Groupe Cible concerné, ou leurs conseils, susceptibles d'affecter son indépendance;

- La réalisation d'évaluation de la Société, de l'actif net réévalué du Groupe Wendel ou du Groupe Cible concerné au cours des dix-huit mois précédant la date de sa désignation;

- La détention d'un intérêt financier, d'une créance ou d'une dette sur la Société, l'un des Actionnaires, le Groupe Wendel ou le Groupe Cible concerné, susceptible d'affecter son indépendance.

B/ Valeur des autres actifs et Passifs de la Société

(1) Les autres actifs de la Société comprennent notamment, exception faite de tous les actifs se rapportant aux Sociétés Cibles ou aux Sociétés Opérationnelles:

- toutes les liquidités en caisse ou détenues sur des comptes de la Société;

- tous les effets, billets à ordre exigibles et créances de la Société, y compris le produit des ventes de titres toujours en suspens;

- tous les titres, actions, obligations, effets à terme, actions privilégiées, options ou droits de souscription, warrants, instruments du marché monétaire et tout autre investissement et titre négociable détenus par la Société;

- tous les dividendes et distributions payables à la Société, soit en liquidités, soit sous la forme d'actions (la Société peut néanmoins effectuer des ajustements afin de tenir compte des fluctuations de la valeur des titres négociables résultant de pratiques telles que les négociations ex-dividende ou ex-droit);

- tous les intérêts courus et à recevoir sur tous les titres productifs d'intérêts appartenant à la Société, à moins que ces intérêts soient inclus dans le principal de ces titres;

- les autres actifs immobilisés corporels de la Société, y compris les locaux, l'équipement et les installations fixes requis;
- tous les autres avoirs de la Société, quelle que soit leur nature.

(2) Les autres passifs de la Société comprennent notamment, exception faite de tous les passifs se rapportant aux Sociétés Cibles ou aux Sociétés Opérationnelles:

- tous les emprunts, effets exigibles, billets à ordre et dettes comptables de la Société;
- tous les engagements connus échus ou non, y compris les obligations contractuelles arrivées à échéance, incluant les paiements réalisés en espèces ou sous la forme d'actifs, y compris le montant de tous les dividendes déclarés par la Société mais pas encore payés;
- les provisions pour tout impôt dû par la Société en date du Jour d'Evaluation, ainsi que toute autre provision de la Société autorisée ou approuvée par le Conseil d'Administration;
- tous les autres engagements de la Société quelle que soit leur nature. Pour déterminer le montant de ces engagements, la Société tiendra compte des frais à charge de la Société.

L'évaluation des autres actifs et autres passifs de la Société sera basée sur leur valeur probable de réalisation et déterminée de la façon suivante:

(1) la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance et des dividendes en espèces et intérêts courus ou venus à échéance tels que précités, mais non encore encaissés, est censée être le montant total de ces avoirs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être reçue; dans ce cas, ladite valeur est déterminée en retranchant un montant que le Conseil d'Administration estime adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

(2) les autres actifs circulants et les passifs sont repris à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché suivant leur nature.

(3) les provisions adéquates seront comptabilisées pour les dépenses mises à charge de la Société et il sera éventuellement tenu compte des engagements hors bilan sur la base de critères justes et prudents.

Aux fins de leur évaluation, les actifs et passifs de la Société libellés dans des devises étrangères seront convertis dans la Devise de Référence, sur la base de son dernier taux de change connu au Jour d'Evaluation.

La ou les Part(s) Bénéficiaire(s) restera(ont) toujours valorisée(s) à sa(leur) valeur de souscription.

Art. 21. Le Conseil d'Administration peut suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire de la Société sauf pendant un Événement de Liquidité Intermédiaire ou le Dernier Événement de Liquidité, lorsque:

(1) il existe une situation d'urgence par suite de laquelle il est impossible pour la Société de disposer ou d'évaluer une partie substantielle de ses avoirs;

(2) lorsque les moyens de communication qui sont normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements ou le cours en bourse ou sur un autre marché sont hors service.

K. Politique de distribution - Événements de Liquidité

Art. 22. A défaut de réinvestissement des résultats et sous déduction des montants attribuables aux Actions de Catégorie BM1 définis par le Conseil d'Administration, les résultats de la Société seront distribués aux Actionnaires de Catégorie AM1 par le versement de dividendes ou d'acomptes sur dividendes ou par le biais de prêts ou d'avances en compte-courant dans le délai de 6 mois à compter de la comptabilisation d'un profit distribuable, sauf dispositions contraires des présents Statuts.

Art. 23. En cas de survenance d'un Événement de Liquidité, le Conseil d'Administration procédera aux opérations de distribution selon les modalités qu'il aura définies avec (i) les distributions revenant aux Actions de Catégorie BM1 et aux Actions de Catégorie AM1 et/ou au rachat forcé de tout ou partie des Actions de Catégorie BM1 et aux Actions de Catégorie AM1, le cas échéant sans versement de contrepartie, notamment en faisant usage de l'autorisation visée à l'article 5.3 des Statuts et dans le respect des dispositions de la Loi de 1915.

La Société pourra, à la discrétion de son Conseil d'Administration procéder à des distributions en nature au moyen de titres détenus en portefeuille pour autant qu'il s'agisse de titres liquides cotés ou négociés sur une bourse de valeurs ou sur tout autre marché réglementé.

Les titres visés ci-dessus pourront, à la discrétion du Conseil d'Administration faire l'objet d'interdictions temporaires de cession d'une durée raisonnable. La nature et le type d'actifs à distribuer dans une telle hypothèse doivent être déterminés raisonnablement et de bonne foi afin de ne pas porter préjudice aux intérêts d'autres Investisseurs.

L. Surveillance de la Société

Art. 24. Une firme de réviseurs d'entreprises indépendante nommée par l'assemblée générale des Actionnaires agira à tout moment comme Réviseur d'Entreprises de la Société.

M. Exercice social - Bilan

Art. 25. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de la même année.

N. Liquidation de la Société

Art. 26. Sous réserve des dispositions des Articles 5.3 et 16.1 des Statuts, l'assemblée générale des Actionnaires pourra décider aux conditions de quorum et de majorités requises pour la modification des Statuts de la liquidation totale ou partielle d'une ou plusieurs Catégorie d'Actions, et du rachat consécutif des Actions de ladite Catégorie.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des Actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

O. Modification des Statuts

Art. 27. Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des Actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi de 1915, disposition en vigueur à ce jour et selon laquelle les décisions sont adoptées uniquement si la moitié au moins du capital est présente ou représentée et à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées.

P. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 28. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi de 1915.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.

Souscription et Libération

Les souscripteurs ont souscrit les Actions comme suit:

- Trief, tel que défini ci-dessus, décide de souscrire quatre-vingt-dix-huit mille (98.000) Actions de Catégorie AM1 et deux mille (2.000) Actions de Catégorie BM1, d'une valeur nominale de dix-huit cents d'euro (EUR 0,18) chacune pour un montant total de dix-huit mille euros (EUR 18.000) et décide de payer ce montant par une contribution en numéraire à affecter au capital social de la Société;

- ONI, tel que défini ci-dessus, décide de souscrire cent mille (100.000) Actions de Catégorie AM1, d'une valeur nominale de dix-huit cents d'euro (EUR 0,18) chacune, pour un montant total de dix-huit mille (EUR 18.000) et décide de payer ce montant par une contribution en numéraire à affecter au capital social de la Société.

Le montant total de trente-six mille euros (EUR 36.000) a été payé et est maintenant à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

Declaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la Loi de 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à 1.400,-.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à sept (7) et le nombre des Réviseurs d'Entreprises à un (1).

2. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs jusqu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires amenée à se prononcer sur les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2017:

Administrateur de Catégorie 1:

- Monsieur Bernard GAUTIER, né à Bamako (Mali), le 6 juin 1959, résidant professionnellement 89, rue Taitbout, F-75009 Paris;

- Trief Corporation S.A., ayant son siège social au 115, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et représentée par Monsieur Frédéric LEMOINE, Administrateur, né à Neuilly sur Seine (France), le 27 juin 1965, résidant professionnellement 89, rue Taitbout, F-75009 Paris.

- Madame Caroline Bertin DELACOUR, née à Paris (France), le 2 juin 1963, résidant professionnellement 89, rue Taitbout, F-75009 Paris; et

Administrateurs de Catégorie 2:

- Oranje-Nassau Investments B.V., ayant son siège social à Rembrandt Tower, 22nd floor, Amstelplein 1, 1096 HA, Amsterdam, Pays-Bas et et représentée par Oranje-Nassau Groep B.V., représentée par le Président du Directoire d'Oranje-Nassau Groep B.V., Monsieur Dirk-Jan Van OMMEREN, né à Helst (Pays-Bas) le 11 juillet 1950, résidant à Rembrandt Tower, 22nd floor, Amstelplein 1, 1096 HA, Amsterdam, Pays-Bas;

- Monsieur Bernard HERMAN, né à Haine Saint Paul (Belgique), le 15 juillet 1956, résidant 41, rue du 5 Septembre, B-6747 Saint-Léger; et

- Monsieur Charles KROMBACH, né à Luxembourg, le 19 février 1942, résidant 131, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- Monsieur Jacquot SCHWERTZER, né à Uccle (Belgique), le 13 janvier 1956, résidant professionnellement 40, Rang-wee, L-2412 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

3. Le siège social de la Société est établi au 115, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Ernst & Young, Parc d'Activité Syrdall, 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, est nommé réviseur de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires amenée à se prononcer sur les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014.

Dont acte, passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état civil et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Jean-Yves Hémerly, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 octobre 2013. Relation GRE/2013/4025. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146746/629.

(130179403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Voyages Goedert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Enseigne commerciale: GOEDERT EXPRESS.

Siège social: L-4832 Rodange, 402, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 103.687.

L'an deux mil treize, le vingt-quatre septembre,

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Laurent GOEDERT, gérant de société, né à Messancy, Belgique, le 28 novembre 1971, demeurant à B-6791 Athus, 12, rue des Capucines.

Lequel comparant a démontré au notaire instrumentaire au moyen d'une convention de cession de parts sociales qu'il détient la totalité des 124 parts de la société VOYAGES GOEDERT s.à r.l., ayant son siège social à L-4832 Rodange, 402, route de Longwy,

inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 103.687,

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 26 octobre 2004, publié au Mémorial C numéro 4 du 04 janvier 2005,

et dont le comparant déclare que les statuts n'ont pas encore été modifiés.

Ensuite, il s'est constitué en assemblée générale extraordinaire et a requis le notaire d'acter comme suit les résolutions suivantes:

Souscription des parts sociales:

L'assemblée prend acte de la cession par Monsieur Cédric GOEDERT de 62 parts sociales à Monsieur Laurent GOEDERT, faisant de Monsieur Laurent GOEDERT le détenteur de toutes les 124 parts représentant le capital de la société.

Modification statutaire:

L'article 6 des statuts est modifié comme suit:

«Le capital social est fixé à la somme de douze mille quatre cents Euros (€ 12.400,-) représentée par cent vingt-quatre (124) parts sociales de cent Euros (€ 100,-) chacune, toutes entièrement libérées et souscrites.»

Enseigne commerciale:

La société exercera désormais son activité sous l'enseigne GOEDERT EXPRESS de sorte que l'article 2 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 2.** La société prend la dénomination de VOYAGES GOEDERT s.à r.l. faisant le commerce sous l'enseigne GOEDERT EXPRESS.»

Objet social:

L'objet de la société est modifié de sorte que l'article 5 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** La société a pour objet les services de messagerie expresse et tout transport de marchandises par route avec des véhicules de moins de 3,5 tonnes, ainsi que le transport de voyageurs par route au moyen de véhicules équipés ne dépassant pas une capacité totale de 9 places assises.

Elle aura également pour activité la location de véhicules et de matériel de tout type ainsi que toute activité commerciale et services commerciaux en général.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.»

Gérance:

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Cédric GOEDERT de son poste de gérant en le remerciant pour la prestation de son mandat dont décharge lui est accordée.

Monsieur Laurent GOEDERT est nommé gérant unique de la société avec pouvoir d'engager la société sous sa seule signature en toute circonstance.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel et résidence, ledit comparant a signé ensemble avec Nous notaire la présente minute après d'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: L. GOEDERT, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 25 septembre 2013. Relation: CAP/2013/3610. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur ff. (signé): M. Entringer.

Pour copie conforme.

Capellen, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013140195/56.

(130170244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Fingerhut Investment Company AG, Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 98, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 135.380.

L'an deux mille treize, le huit octobre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société FINGERHUT INVESTMENT COMPANY AG, ayant son siège social à L-8008 STRASSEN, 98, route d'Arlon, constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 décembre 2007, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 372 du 13 février 2008.

L'assemblée est présidée par Monsieur Hubert-Clément LEROI, demeurant professionnellement à L-8008 STRASSEN, 98, route d'Arlon,

Qui désigne comme secrétaire Madame Arlette SIEBENALER, demeurant professionnellement à L-1319 LUXEMBOURG, 101, Rue Cents,

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Rachel HARAND demeurant à L-2550 LUXEMBOURG, 70 Avenue du X Septembre.

Monsieur le Président expose:

I. Qu'il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires, par les membres du bureau, sera annexée au procès-verbal, ensemble avec les procurations paraphées «ne varietur» par les membres du bureau.

II. Qu'il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social souscrit sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valable-

ment décider sur tous les points portés à l'ordre du jour. Les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- 1 Décision de la mise en liquidation de la société
- 2 Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs
- 3 Nomination d'un commissaire à la liquidation
- 4 Fixation de l'assemblée générale décidant la clôture de liquidation

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur Monsieur Hubert-Clément LEROI, demeurant professionnellement à L-8008 STRASSEN, 98, route d'Arlon. Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements. Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer commissaire à la liquidation Monsieur Antoine Thierry MORTIER, demeurant à CH-1197 Prangins, 29, Chemin des Mèlèzes.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de fixer l'assemblée générale devant se prononcer sur la clôture de liquidation dès que les rapports du liquidateur et du commissaire à la liquidation seront disponibles.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, faite et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal.

Signé: H.-C. LEROI, A. SIEBENALER, R. HARAND et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46660. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147340/64.

(130180280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Langham Hall Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 150.049.

Le bilan au 31 Mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Référence de publication: 2013152801/12.

(130186568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Langham Hall Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 150.049.

Le bilan au 31 Mars 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Référence de publication: 2013152802/12.

(130186569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Meccarillos International, Société Anonyme.

Capital social: EUR 6.536.855,00.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 35.515.

EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par les associés en date du 24 septembre 2013:

1. Avec effet immédiat, la démission de M. Luis SANCHEZ-HARGUINDEY PARDO DE VERA, en sa qualité d'administrateur, a été acceptée.

2. Subséquemment, M. Manuel SANDOVAL PEREZ, né le 5 Juillet 1960 à Sagunto, avec adresse C/Acuarela 7, E-28905, Getafe, Espagne a été nommé administrateur de la société. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 30 septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137505/18.

(130167271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Prolux Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 134.198.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152988/9.

(130186414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Piperno International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 34.152.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013152975/9.

(130186948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.
